

Mitterrand ordonne une rafle vichyste

Bas les pattes devant les Africains de Vincennes !

15 novembre - Le 29 octobre, alors que le jour se lève sur Paris, une véritable armada de flics, CRS et gardes mobiles boucle le quartier de l'esplanade du château de Vincennes ; ils se déploient coude à coude derrière des barrières métalliques et encerclent le misérable camp de toile où sont installées des familles sans-abri, principalement maliennes. Quand les quelque 1200 flics envahissent en formation militaire le campement, les Africains ne sont guère que 700, dont la moitié des enfants... Beaucoup des hommes sont partis tôt à leur travail.

Depuis mai, ces familles revendiquent avec détermination leur relogement dans des conditions décentes. Un droit élémentaire à l'existence que leur refuse le capitalisme raciste. Pendant cinq mois, asphyxiées par un blocus policier (pour empêcher l'installation de sanitaires, de tentes ou de l'eau courante), elles vivent en permanence sous la menace d'une attaque des fascistes de Le Pen qui, passés brutalement à l'offensive, ont déjà organisé trois manifestations pour « déloger » les familles de Vincennes.

Le gouvernement Mitterrand, exauçant les vœux de Le Pen, a décidé de faire une véritable rafle. Des enfants sont emmenés par la brigade des mineurs. Hommes et femmes, sous la menace, ramassent leurs quelques affaires dans des sacs poubelles. Ils sont embarqués dans des cars. Destination inconnue. En colère, des femmes, avec leur bébé sur le dos, bousculent le cordon de police. La flicaille les charge à coups de matraque. Depuis le début, les femmes sont en première ligne de la lutte.

Pour briser cette lutte déterminée, le gouvernement a décidé de disperser les familles, qui seront parfois même séparées, aux quatre coins de la banlieue parisienne. Et, en guise de « relogement humanitaire », ce sont les salles communes du pavillon désaffecté et insalubre d'un hôpital, des hôtels meublés qui les jettent à la rue, un asile de nuit réservé aux clochards ou encore des foyers, trop petits, qui soit n'acceptent pas les hommes soit n'acceptent ni femmes ni enfants... Plusieurs jours après, encore 450 personnes sont, selon l'association Droit au logement, à la rue. (Certaines trouvent finalement refuge, le 8 novembre, à l'hôpital Saint-Antoine - jusqu'à ce que 400 CRS prennent d'assaut l'hôpital et les expulsent avec sauvagerie. Quatre blessés graves, dont une femme enceinte !) Les

Le camp des familles africaines de l'esplanade de Vincennes encerclé, lors de la rafle raciste du 29 octobre, par les flics de Mitterrand



familles les « mieux » loties se retrouvent dans des baraques de chantier.

Beaucoup qui travaillent à Paris, comme agents de nettoyage, éboueurs, employés par la SNCF, la ville, le métro, se retrouvent en fait en lointaine banlieue et craignent à juste titre pour leur emploi. L'intention du pouvoir bourgeois est manifeste : en menaçant leurs emplois, il s'agit de casser ces travailleurs qui, dans leurs entreprises aussi, ont souvent fait

preuve de leur grande combativité. Ni Chirac ni Mitterrand n'ont oublié les grèves de la COMATEC en 1986 et en 1989. La condition première d'une victoire à Vincennes était dans le soutien actif des gros bataillons de la classe ouvrière auxquels ces travailleurs africains sont directement et concrètement liés, notamment dans les transports. C'est aujourd'hui le devoir du mouvement ouvrier de faire payer très cher à Mitter-

rand son atrocité antiouvrière et anti-immigrés et de se mobiliser massivement et fermement aux côtés des Africains de Vincennes.

De la rafle du Vel d'Hiv à la rafle de Vincennes

« C'est la rafle du Vel d'Hiv ! », criaient certains le 29 octobre en voyant les Africains embarqués dans des minicars comme, cinquante ans plus tôt, la même police bourgeoise embarquait les Juifs dans des bus. Effectivement, Mitterrand s'y connaît en matière de rafle, lui qui occupa sous Pétain (qui le décorera de l'ordre de la Francisque), le poste de chargé de l'information au Commissariat général aux prisonniers. On comprend que, chaque année depuis 1981, il fasse déposer - à côté de la gerbe de Le Pen - une gerbe présidentielle sur la tombe du maréchal Pétain qui, boucher de Verdun, fusilleur des mutins de 1917 et chef du régime de Vichy entre 1940 et 1944, a livré les Juifs de ce pays aux chambres à gaz nazies. Pendant la sale guerre menée par l'impérialisme français en Algérie, il continuera, en tant que ministre de l'Intérieur et de la « Justice », les rafles sanglantes contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance. Avec cette rafle raciste de Vincennes, Mitterrand rappelle - et ce de façon d'autant plus brutale que son régime antiouvrier et anti-immigrés n'en finit pas d'agonir - qu'il est bien la sanguinaire continuité de cet Etat capitaliste français et qu'il sera jusqu'au bout le « digne » représentant de cette bourgeoisie qui s'est construite un empire sur la sueur et le sang des peuples coloniaux. Le massacre d'octobre 61 - où l'Etat bourgeois, sous la férule de

Mobilisations ouvrières pour s'emparer des logements vides !



13 novembre - Les travailleurs expulsés manifestent devant le Parlement

M2651 - 121 - 5.00 F



Bas les pattes...

Suite de la page 1

De Gaulle, a fait massacrer plusieurs centaines d'Algériens à Paris - est toujours d'actualité. Tout comme les camps de concentration. C'est le signal que vient de lancer Mitterrand avec la brutalité bien calculée de sa rafle de Vincennes. Cette atrocité s'inscrit dans la terrifiante vague de terreur raciste qui, de Moscou à Paris en passant par Rostock, déferle aujourd'hui en Europe, attisée par les victoires de la contre-révolution capitaliste à l'Est et l'exacerbation des rivalités inter-impérialistes à l'Ouest.

C'est cette terreur d'Etat anti-immigrés, comme toute la politique de Mitterrand depuis 1981 (de l'envoi de troupes au Liban à la guerre raciste contre l'Irak, en passant par le meurtre d'Eloi Machoro), qui a pavé la voie à la réaction et qui a donné le feu vert aux crimes racistes. Crimes couverts par la « justice » bourgeoise. Ainsi, cette « boulangère de Reims » qui, en 1989, a abattu d'une balle dans la tête le jeune Ali Rafa et qui vient d'être tout bonnement acquittée... L'avocat général, qui réclamait une « peine » de quatre ans avec sursis (!), avait dit : « Si vous acquittez, vous devez savoir que vous accordez un permis de tuer pour tout et n'importe quoi (le Monde, 15-16 novembre). Le message a été bien reçu par la racaille raciste ! Et juste après le verdict, les CRS se sont déchaînés avec brutalité contre les jeunes d'origine maghrébine qui protestaient avec raison contre cette provocation raciste. Aucune confiance dans l'Etat bourgeois, sa « justice » et ses flics ! C'est véritablement une question de vie ou de mort pour le mouvement ouvrier de se mobiliser contre chaque acte de terreur raciste et fasciste, contre toute discrimination anti-immigrés !

Spéculation et ségrégation raciste

Cependant, il y a des logements. Selon l'INSEE, 118 000 logements sont vides à Paris et 309 000 dans toute la région parisienne. De plus, il y a des bureaux inoccupés mais aussi des dizaines d'immeubles entièrement vides, appartenant à l'administration, à des collectivités ou à des organismes financiers. Par contre, on recense quelque 100 000 logements sans le moindre confort en Ile-de-France. Parmi 270 familles de Vincennes, 124 sont sans-abri ou en instance d'expulsion. Le reste a, en moyenne, 2,5 m² par personne. (Le triste « record » : 17 personnes dans 10 m² !) Et cela dans un pays dont le président élève et lègue à la postérité des pyramides, arche et autres monuments à sa gloire !

Appartements inoccupés, spéculation immobilière, immeubles rasés au profit de constructions de luxe ou de bureaux, familles ouvrières obligées de se loger

loin du centre des villes (et bien souvent de leurs lieux de travail). Le capitalisme pourrissant ne fait là qu'exprimer sa nature fondamentale, irrationnelle et réactionnaire. Le « Comité de soutien » aux Africains de Vincennes (qui compte dans ses rangs, entre autres, la LCR, des écologistes, des anarchistes et, un temps, le PCF) réclame le « droit au logement ». Mais le droit au logement pour tous ne pourra être réalisé par une politique de pression sur l'Etat bourgeois pour réformer le capitalisme, politique que mènent le PCF (qui réclame de l'Etat des « programmes de logements à loyers abordables ») ou la LCR (qui insiste pour « l'application de la loi de réquisition »).

Nous disons : La classe ouvrière doit mobiliser toute sa puissance. *Prenez les logements vides !* Par exemple, dans les XVIII^e et XIX^e arrondissements parisiens, Chirac cherche à faire du fric en expulsant les familles originaires du Maghreb et d'Afrique noire, en détruisant des immeubles, pour construire des logements de luxe. Il faut des mobilisations ouvrières/immigrées pour s'en emparer ! Une des premières mesures que prendra un gouvernement ouvrier victorieux sera d'exproprier les grandes sociétés immobilières. La crise du logement, c'est la crise du capitalisme. C'est pourquoi déjà au siècle dernier, le camarade Engels, un des fondateurs du marxisme, écrivait sur la question du logement : « Et aussi longtemps que subsistera le mode de production capitaliste, ce sera folie de vouloir résoudre isolément la question du logement ou toute autre question sociale concernant le sort de l'ouvrier. La solution ne réside que dans l'abolition de ce mode de production, dans l'appropriation par la classe ouvrière elle-même de tous les moyens de production et d'existence. »

Ledit « Comité de soutien », capitulant à la campagne anti-immigrés de Mitterrand, passe aussi sous la table le caractère raciste de la discrimination que subissent les familles africaines de Vincennes. **LO le nie même purement et simplement :** « C'est une affaire de classe, pas de couleur de peau » (Lutte Ouvrière n° 1270, 6 novembre). C'est tout simplement se faire l'aile gauche du consensus raciste qui gangrène ce pays ! Il ne peut venir à l'esprit des petits Blancs qui dirigent LO que ce n'est guère l'effet du hasard si les luttes de mal-logés ou sans-logis de ces deux dernières années ont été - que ce soit la place de la Réunion, en mai 91, le

quai de la Gare, dans l'été 91, ou l'esplanade de Vincennes - principalement le fait de familles immigrées.

Nous disons : Le droit au logement pour tous passe nécessairement par la lutte sans concession contre la ségrégation et la terreur raciste. *Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille !*

Expulsées par les « réhabilitations » et autres « rénovations », chassées des logements parisiens au loyer prohibitif, les familles originaires du Maghreb et d'Afrique noire se voient refuser les logements sociaux. La plupart du temps, quand elles finissent par trouver un logement, c'est dans les cités-ghettos où elles sont volontairement parquées pour être isolées et ségréguées. En permanence, elles se heurtent aux honteux quotas appliqués par les municipalités, dont celles du PCF.

Car, l'affaire de Vincennes a commencé par être l'affaire de Fontenay-sous-Bois. En mai dernier, plusieurs familles africaines, après s'être installées à Fontenay dans un immeuble vide mais particulièrement insalubre, décident de camper devant la mairie pour réclamer un logement décent. Le maire PCF, Bayeurte, trouve une « solution » : il les emmène non loin de là, à Paris, et s'en débarrasse honteusement sur l'esplanade devant le château de Vincennes... Dans la banlieue parisienne encore, à Montreuil, Brard, le maire PCF (un de ces « refondateurs » après lesquels court la LCR), met, en juillet, la ville en état de siège et fait jeter à la rue une quinzaine de familles vivant dans un hôtel meublé racheté par la ville. A La Courneuve, la mairie PCF fait appel aux flics pour expulser de la Cité des 4 000 plusieurs familles africaines accusées par son journal *Regards* d'occuper des logements qui auraient dû être attribués à des Courneuviens... Plus que jamais embourbé dans sa politique de collaboration de classes et son municipalisme, le PCF reste le parti du bulldozer qu'il a envoyé, en 1980, contre les Maliens de Vitry !

Les directions réformistes et chauvines du mouvement ouvrier sont partie intégrante du consensus raciste. Pour les Africains de Vincennes, elles se sont volontairement limitées - et avec elles le « Comité de soutien » - à faire pression sur Mitterrand. Elles ont refusé de mobiliser, même un tant soit peu, la puissance du mouvement ouvrier organisé.

Lors d'une réunion qui, le soir de la

rafle, rassemblait des familles et le « Comité de soutien », plusieurs travailleurs africains demandaient amèrement pourquoi là où ils travaillaient on n'avait rien fait pour eux. Au point qu'un responsable de l'UD-CGT du Val-de-Marne s'est senti obligé de déclarer que dans les entreprises il fallait s'occuper du problème du logement et, même, défendre les immigrés... Intervenant à sa suite, une de nos camarades déclara : « Pour commencer, je veux dire au camarade de la CGT qu'il est mieux là que sur le bulldozer de Vitry en 1980. Ce fameux bulldozer qui a préparé tout ce qui a eu lieu comme terreur raciste pendant les douze ans passés. A la LCR et autres organisations qui ont appelé à voter Mitterrand deux fois, je veux dire : Vous êtes responsables et complices de la terreur raciste dans ce pays. Les militants enseignants de la LCR, l'an passé à Mantes-la-Jolie, demandaient bien plus de flics dans les collèges, et plus de flics c'est plus de racisme d'Etat. Nous, LTF, ici sommes les seuls à avoir employé mot d'ordre "Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés et leur famille !" Et ça veut dire tous les droits, absolument tous. »

« Ces hommes et ces femmes font partie intégrante de la classe ouvrière, et c'est elle qui devrait, par l'intermédiaire des syndicats, assurer la défense de ces familles, contre les fascistes qui ont défilé trois fois et contre les flics. Une grève puissante dans les différents endroits où ils travaillent aurait été plus efficace que les pressions que vous voulez exercer sur les différents ministères et sur Mitterrand, pétainiste et grand instigateur de guerres coloniales. Et ça, vous le savez très bien. Depuis une dizaine de jours, vous saviez que les familles allaient être évacuées. Nous disons qu'il fallait des mobilisations ouvrières/immigrées basées sur les syndicats pour les protéger [...]. »

« La particularité de ce pays est que les travailleurs immigrés construisent des logements qu'ils n'occupent jamais. Je dis : la solution est un gouvernement ouvrier qui gouverne pour l'ensemble de la classe ouvrière et que les logements expropriés soient attribués à ceux qui en ont besoin. »

La tâche urgente est de forger le parti ouvrier, multiethnique, qui conduira la mobilisation révolutionnaire des travailleurs et de tous les opprimés à la prise du pouvoir, à la destruction de l'Etat bourgeois raciste et de tout ce système capitaliste d'exploitation et d'oppression. ■

Correction sur la guerre du Golfe

Mieux vaut tard que jamais...

Dans le numéro 108 du *Bolchévik* (février 1991), la légende accompagnant la photo de la banderole et des pancartes de la Ligue trotskyste dans la manifestation contre la guerre du Golfe du 12 janvier proclamait que « les révolutionnaires doivent s'adresser aux vrais sentiments pacifistes des masses pour leur donner un axe de classe ». C'était une erreur. La guerre du Golfe était une guerre coloniale, où nous avons pris position pour la défense militaire de l'Irak. L'approche de Lénine envers la

Première Guerre mondiale et les guerres inter-impérialistes en général ne s'appliquait pas. La LTF a lutté pour la position exprimée par la banderole que cette photo illustrait : « Défense de l'Irak contre les impérialistes ! Que les Mitterrand-Bush coulent dans le Golfe ! », et nous appelions le prolétariat à des « grèves politiques contre la guerre ».

A cette époque, les dockers et les cheminots s'étaient déjà, quelques mois plus tôt, engagés dans la voie de telles actions. Et les ouvriers d'origine maghré-

bine, secteur stratégique et combatif du prolétariat, ainsi que leurs enfants, étaient loin d'être « pacifistes » - ils savaient que les bombes lancées sur Bagdad tombaient sur eux, et désiraient de toutes leurs forces que la soldatesque impérialiste soit écrasée dans le Golfe. (En réponse, Mitterrand et la bourgeoisie lancèrent pour les intimider et les réduire au silence la vaste opération de terreur policière raciste « Vigie-Pirate ».) La tâche des trotskystes était, comme nous le disions alors, d'« organiser la rage » de ces ouvriers et de leurs enfants dans une lutte révolutionnaire contre l'impérialisme français.

Au contraire, l'opposition social-chauvine à la guerre du Golfe du front populaire « anti-guerre » du PCF-CGT, de la LCR, du PCI-MPPT-FO et du ministre démissionnaire de la Guerre Chevènement (à la remorque duquel se traînaient les centristes des JCR-*l'Egalité*) s'opposait à cette « guerre américaine » pour défendre les intérêts de l'impérialisme français (sa fameuse « politique arabe »). Entre ce « pacifisme »-là et notre position, il y a une ligne de classe et de sang. ■

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la Ligue communiste internationale (quatrième internationaliste), pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), François Donau (réalisation), Charles Giguère, Suzanne Girard, Henri Riemann, Jean Thimbault.

REVISEUR-REDACTEUR: Carine Gance.

DIFFUSION: Jean-Luc Etchart.

DIRECTEUR DE PUBLICATION:

William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, BP 135-10

75463 Paris Cedex 10

Imprimerie: Routage de Paris

5, chemin des Fruitières

93200 La Plaine-St-Denis

Commission paritaire: n° 59267

Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres

ou articles signés ne reflètent

pas nécessairement le point de vue de

la rédaction.

POUR CONTACTER LA LTF

Paris

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél: 42 08 01 49

Rouen

Spartacist
BP 240
76003 Rouen Cedex
Tél: 35 73 74 47

Lyon

Spartacist
BP 7104
69353 Lyon
Cedex 07

La communauté juive de Rome met les fascistes en déroute

Italie: manifestations contre la terreur raciste

Deux cent mille personnes – dont une immense majorité de jeunes – dans 31 villes de toute l'Italie sont descendues dans la rue le 9 novembre pour l'anniversaire du pogrom nazi de la *Kristallnacht* (nuit de cristal), en 1938, et pour protester contre la montée de la terreur raciste dans le pays. La réunification capitaliste de l'Allemagne et l'écroulement du stalinisme dans toute l'Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique ont plongé l'Italie dans une profonde tourmente économique et politique. « Bipolarisé » est un euphémisme: le pays craque sous toutes les coutures.

Enhardis par les succès électoraux de la Ligue lombarde, l'organisation fascisante dirigée par Umberto Rossi, les fascistes ont multiplié dans tout le pays les agressions contre les Juifs et les immigrés. La police a laissé faire. A Rome, en juin dernier, quand des manifestants juifs excédés se sont heurtés à une bande fasciste, on a entendu un flic crier « *Ils n'ont pas fait assez de savon avec les Juifs* ».

Pendant ce temps, sans aucune direction – en fait, contre les directions réformistes existantes – la classe ouvrière et la jeunesse lycéenne sont depuis presque deux mois en révolte ouverte; les uns après les autres, les villes sont paralysées

par des grèves générales contre le féroce programme d'austérité du gouvernement, dicté par le traité de Maastricht (c'est-à-dire par les banquiers allemands). Le 10 octobre, Turin était paralysé par les ouvriers et les lycéens descendus dans la rue, qui ont marché sur l'Hôtel de ville aux cris de « *Nous sommes là avec nos drapeaux rouges! Va te faire foutre, Umberto Rossi!* »

Après que 50 000 fascistes eurent défilé en toute impunité le mois dernier dans les rues de Rome, les murs du vieux ghetto juif et du quartier africain ont été recouverts de graffitis racistes et d'étoiles de David. Le 5 novembre, rejetant les appels « responsables » à « ignorer les nazis », plusieurs centaines de jeunes Juifs et de survivants des camps de concentration, armés de barres de fer et de chaînes, ont réagi par un raid-éclair, couronné de succès, contre le siège du groupe fasciste « Movimento Politico Occidentale » (Mouvement politique occidental). Un des fascistes s'est retrouvé à l'hôpital, et un flic s'en est sorti avec un œil au beurre noir.

Le drapeau fasciste fut arraché du mur et emporté comme trophée dans le quartier juif. Les survivants des camps de la mort, leurs enfants et petits-enfants sont restés dans la rue jusqu'à l'aube, pour

célébrer la victoire remportée contre les fascistes. Un survivant d'Auschwitz fut porté en triomphe dans les rues du quartier sur le drapeau fasciste capturé. Un des jeunes qui avaient participé à cette action déclarait: « *C'était le moment le plus merveilleux de ma vie. S'il doit mourir, je l'espère pas avant cent ans, au moins il partira en sachant que quelque chose a changé* » (*Corriere della Sera*, 7 novembre).

Cet acte d'autodéfense spectaculaire et combatif a électrisé les antiracistes dans toute l'Italie. Le 9 novembre, environ 25 000 lycéens ont défilé en faisant des bonds dans les rues de Milan, aux cris de « *Sautez en l'air si vous n'êtes pas un fasciste!* », et ont bombardé le siège de la Ligue lombarde avec des billes d'acier et des pièces de monnaie. A Rome, soixante mille antifascistes sont descendus dans la rue.

De jeunes militants de gauche en keffieh palestinien se sont retrouvés coude à coude avec de jeunes Juifs en kippa, et ont épinglé sur leur blouson le numéro 174517 – celui que les nazis avaient tatoué sur Primo Levi à Auschwitz. En hommage à cet homme remarquable, écrivain italien de renom, survivant des camps de concentration et combattant antifasciste, de jeunes militants de gauche

criaient « *Primo Levi nous a éduqués! Nous n'oublierons pas l'Holocauste!* » et « *Tuer un fasciste n'est pas un crime!* » Les dirigeants du mouvement étudiant italien demandent que les livres de Primo Levi soient mis au programme des écoles publiques.

Nos camarades de la Lega Trotskista d'Italia ont participé aux manifestations de Rome et de Milan, avec des pancartes qui proclamaient « *La révolution prolétarienne vengera l'Holocauste!* », « *Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés!* » et « *Ecrasons la terreur antisémite et anti-immigrés!* » Les jeunes manifestants se sont arraché *Spartaco*, le journal de la LTI, et ont repris nos mots d'ordre.

Il y a aujourd'hui en Italie une opposition prolétarienne combative, sans direction, au fascisme et au revanchisme capitaliste. Les Juifs et les immigrés ont été laissés seuls face aux fascistes, car les partis et les directions syndicales réformistes ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour éloigner leur base ouvrière de toute confrontation avec les fascistes. Il est nécessaire, de toute urgence, de construire un parti authentiquement bolchévique, qui agira comme *tribun du peuple* et mènera ces luttes à la victoire.

– Traduit de Workers Vanguard n° 563

Libération immédiate de Honecker!

Jeudi 12 novembre, s'est ouvert à Berlin le procès d'Erich Honecker et de cinq autres dirigeants de l'ex-RDA. Le même jour, nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, section allemande de la Ligue communiste internationale, qui mènent depuis des mois campagne contre cette chasse aux sorcières anticomuniste, ont participé à un rassemblement de protestation devant le tribunal où a lieu ce procès obscène.

A l'automne 1989, la LCI avait jeté toutes ses forces dans un combat pour que la révolution politique prolétarienne naissante en RDA débouche sur l'extension révolutionnaire des acquis prolétariens de la RDA par une révolution socialiste à l'Ouest, et sur l'instauration du pouvoir des travailleurs dans une Allemagne ouvrière réunifiée, une Allemagne rouge des soviets ouvriers. Le SpAD a été la seule organisation en Allemagne à s'opposer dès le début à la campagne menée par la bourgeoisie et ses argousins du SPD pour précipiter une *Anschluss* (annexion) capitaliste de la RDA et à dénoncer la chasse aux sorcières anticomuniste hystérique contre la Stasi et le SED, campagne qui était le fer de lance de cette offensive contre-révolutionnaire.

Aujourd'hui, la bourgeoisie continue à s'acharner sur les ex-dirigeants et gardes frontières de RDA (et sur l'ancien maître-espion Markus Wolf), avant tout pour intimider la classe ouvrière allemande (et en particulier le prolétariat de l'Est, qui a le plus haut niveau de conscience socialiste de toute l'Europe) pour « réhabiliter » le Troisième Reich. Erich Mielke, l'ancien chef de la Stasi, est aussi accusé d'avoir tué deux flics en 1932 sur la base de « témoignages » extorqués par la Gestapo. Défendre les cibles de cette chasse aux sorcières, abandonnées par les ex-staliniens du PDS qui cherche à se rendre « respectable » et utile à la bourgeoisie en sabotant les luttes ouvrières, reste pour la LCI une tâche essentielle.

Une révolution politique prolétarienne victorieuse en RDA aurait eu des comptes à régler avec des dirigeants



Paris, 7 novembre – Les trotskystes au rassemblement en défense de Honecker

staliniens, coupables (comme en France et ailleurs) de trahisons et de crimes contre la classe ouvrière. Avoir bradé la RDA aux banquiers de Francfort, comme le SED/PDS et Gorbatchev l'ont fait, était un tel crime. Mais avoir défendu l'Etat ouvrier est-allemand (naturellement, d'une manière bureaucratiquement déformée) n'était pas un crime contre le prolétariat. Et c'est la mauvaise classe qui juge Honecker et les autres ex-dirigeants est-allemands, pour les mauvais crimes.

Le 4 août, nos camarades de la Spartakist League ont participé à un rassemblement en défense de Honecker à Londres. Samedi 7 novembre, une délégation d'une quarantaine de trotskystes a participé à un rassemblement d'une centaine de personnes, organisé devant l'ambassade d'Allemagne à Paris à l'initiative du « Comité Erich Honecker ». Ce comité rassemble divers groupements et personnalités des réseaux « anti-opportunistes » autour du PCF, dont le Regroupement communiste unifié (qui publie le journal *le Communiste des Bouches-du-Rhône*), autour desquels gravitent mollement les

déserteurs du trotskysme du cercle littéraire stérile et chauvin *Prométhée* – qui, après que Marchais et Cie eurent tiré un trait sur l'URSS en proclamant « Notre différence est totale », s'est empressé d'en faire autant.

Comme jadis les Bourbons, ces débris du stalinisme n'ont à l'évidence « rien appris et rien oublié ». Ils s'étaient opposés à l'*Anschluss* capitaliste de la RDA non en internationalistes, pour la défense et l'extension révolutionnaire des acquis prolétariens de l'Etat ouvrier, mais sur la base du maintien du statu quo et de la défense politique de la bureaucratie stalinienne et de sa politique de conciliation de l'impérialisme et de collaboration de classes internationale.

Lors du rassemblement, plusieurs de nos mots d'ordre suscitèrent murmures et grognements, notamment « *Front national, pogroms à Rostock, Pamiat à Moscou, écrasons les fascistes!* » ou « *Avoir défendu la RDA n'était pas un crime, l'avoir bradée en est un!* » Ces murmures se transformèrent en huées quand le porte-parole de la LCI prit enfin

la parole. Face à la détermination de nos camarades, les organisateurs décidèrent au bout de quelques minutes de battre précipitamment en retraite et partirent se réfugier sur le trottoir d'en face, d'où l'on pouvait voir distinctement certains manifestants tendre l'oreille tandis que notre camarade terminait son intervention en déclarant:

« *Tout communiste digne de ce nom doit aujourd'hui tirer sérieusement et honnêtement le bilan de l'écroulement du stalinisme. Le stalinisme, c'était l'usurpation du pouvoir politique du prolétariat par une bureaucratie conservatrice et nationaliste, à l'enseigne du dogme anti-internationaliste du "socialisme dans un seul pays". Trotsky avait affirmé qu'il n'y avait que deux voies possibles pour l'URSS: soit le prolétariat chassait la bureaucratie et rétablissait son pouvoir politique dans un Etat ouvrier régénéré, soit la bureaucratie pavait la voie à la contre-révolution capitaliste. C'est ce qui est arrivé, hier en RDA et en Europe de l'Est, aujourd'hui en URSS.*

« *Aujourd'hui, l'Etat ouvrier construit par les bolchéviks de Lénine et Trotsky comme premier bastion de la révolution mondiale a été détruit par la contre-révolution capitaliste [...]. Mais la lutte pour un avenir communiste continue, dans les républiques de l'ex-URSS, dans les Etats ouvriers déformés survivants en butte aux attaques redoublées de l'impérialisme, dans les pays du "tiers monde" écrasés par le talon de fer du capital, dans les métropoles impérialistes où la classe ouvrière et les meilleurs éléments de la jeunesse se révoltent contre la misère, la déchéance, le racisme et la guerre. Nous, trotskystes de la LCI, combattons pour forger le parti d'avant-garde authentiquement léniniste qui conduira les travailleurs et tous les opprimés à la victoire, à la révolution socialiste mondiale. Le stalinisme est mort, le communisme vit!* »

Quand nos camarades quittèrent finalement les lieux, après avoir chanté *l'Internationale*, nul ne pouvait plus douter de quel côté de la rue étaient qui les vivants, qui les morts. ■

Les créatures du marais

Développements inégaux et combinés dans le SU

Il semble que ces jours-ci, la principale raison d'être du « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU) branlant et morose est de ressusciter le « parti de toute la classe » de Kautsky. Dans une polémique contre le SWP britannique de Tony Cliff, à qui un antisoviétisme virulent a servi de carte de visite depuis des décennies, Mandel attaque ces gens pour avoir utilisé le « dogme du capitalisme d'Etat pour diviser des organisations révolutionnaires ». Et Mandel d'ajouter : « Nous ne sommes pas des fétichistes de la IV^e Internationale telle qu'elle existe aujourd'hui » (Quatrième Internationale n° 44, mai-juillet).

Mandel propose depuis longtemps d'abandonner l'étiquette de la Quatrième Internationale, tout en prétendant frauduleusement que son organisation est la continuité du parti mondial de la révolution socialiste de Léon Trotsky. Ce qui est nouveau ici, c'est que l'offensive propagandiste de la bourgeoisie sur la « mort du communisme » a fait des dégâts profonds parmi les cadres démoralisés du SU. De plus avec l'écroulement du pouvoir stalinien en Europe de l'Est et en Union soviétique, il est devenu beaucoup plus difficile de faire passer son « antistalinisme » social-démocrate pour du trotskysme. Et comme Mandel se propose d'arranger une fusion entre la Deuxième Internationale et les débris staliniens et ex-staliniens de la Troisième, à quoi lui sert donc sa « Quatrième Internationale » bidon ?

Alors que le SU a commencé à se désintégrer, une nouvelle constellation centriste a fait son apparition. Il s'agit de l'« Opposition trotskyste internationale » (OTI) de Franco Grisolia, oppositionnel de longue date dans le SU italien ; de Peter Sollenberger, anciennement dans la RWL américaine ; et de Damien Elliott, le principal porte-parole des JCR-*l'Egalité*, un des deux groupes de jeunesse associés à la LCR d'Alain Krivine en France. Sollenberger et Grisolia ont été

ensemble, sous différentes enseignes, depuis le début des années 80, du CLIT (« Comité de liaison trotskyste international », 1979-1983) au CTI (« Comité trotskyste international », 1984-1991). De là est née la « Tendance gauche » dans le SU (1991). En janvier dernier, la « Fraction internationale Cours Nouveau » de Sollenberger-Grisolia a scissionné du CTI

« gauche ». Les JCR découvrent maintenant les dangers de voir Krivine et Cie « se liquider » dans l'une ou l'autre des scissions du PS ou du PC, au moment où le régime Mitterrand est discrédité après une décennie de politique virulemment antiouvrière. Grisolia montre du doigt Mandel parce que celui-ci « s'adapte » à la « direction opportuniste » de



Le liquidateur Michel Pablo (à droite) et son successeur Ernest Mandel dans un meeting à Paris en 1988

pour former la « Fraction pour une internationale trotskyste ». Les Français les ont rejoints en juillet pour former l'OTI.

Si leurs origines diffèrent, ce trio a un dénominateur commun : un antispartacisme virulent (voir « Les nouveaux antispartacistes », tract de la LCI(OI), 23 octobre [reproduit en page 5]). C'est ce qui unit le briseur de grèves notoire qu'est Sollenberger et le bureaucrate syndical Grisolia. Ces magouilleurs professionnels essaient aujourd'hui d'attirer de jeunes militants avec un verbiage

Solidarność. Mais ces belles paroles sont contredites par une longue histoire d'opportunisme de la part des différentes composantes de ce bloc pourri, une histoire que beaucoup de leurs membres ne connaissent peut-être pas. Dans un souci d'hygiène politique, nous allons ici revenir sur quelques-uns de leurs exploits les plus marquants.

Grisolia dans l'ombre du front populaire

Grisolia a quitté le groupe lambertiste italien au milieu des années 1970 pour former le Groupe bolchévique-léniniste (GBL), lequel engagea alors des discussions avec la tendance spartaciste internationale. Grisolia chercha à rejoindre notre tendance tout en appelant à un soutien électoral pour les partis ouvriers dans un front populaire de collaboration de classes, et en soutenant des groupes nationalistes petits-bourgeois et bourgeois, y compris en justifiant des massacres intercommunautaires au Liban. Nous avons fait savoir au GBL que pour nous ces questions étaient des questions de principes qui rendaient impossible une fusion, ajoutant que refuser de le reconnaître indiquait aussi une divergence sur la question du parti révolutionnaire. Grisolia créa alors le CLIT que nous avons qualifié de « foyer d'accueil des orphelins du pseudo-trotskysme » (voir « Les antispartacistes : bloc GBL-WSL-LOB », tract de la LTF, 23 mai 1980).

« Il est bien connu », écrivait le GBL à

Workers Vanguard, que « votre organisation a cette position bizarre que donner un soutien électoral à un parti ouvrier participant ou impliqué dans un front populaire, ou aspirant à l'être, revient à capituler devant le front populaire ». Ceci constituait, selon Grisolia et Cie, « une attitude sectaire envers le mouvement de masse » (*Il Militante*, octobre 1976). Effectivement, les spartacistes défendaient la « position bizarre » de refuser d'accorder un soutien politique, aussi critique soit-il, au socialiste Allende et à son Unidad Popular au Chili, en avertissant que ce front populaire paverait la voie à un bain de sang ; nous n'avons pas non plus soutenu Mitterrand. Bien sûr, la myriade de pseudo-trotskystes, comme le SU et Grisolia, « cherchent à présenter cette question comme purement tactique ou même comme une manœuvre technique, de manière à pouvoir continuer en pratique à mener leurs petites affaires » (« [Le RSAP et la IV^e Internationale] », *Oeuvres*, tome 10), comme l'écrivait Trotsky à propos de leurs prédécesseurs dans les années 1930.

Au milieu des années 70, Grisolia appelait à voter pour le PCI eurocommuniste – alors même que celui-ci soutenait le gouvernement d'austérité démocrate-chrétien qui menait alors une féroce répression antigauche – contre la liste d'extrême gauche de Democrazia Proletaria (qui voulait faire pression sur le PCI pour un front populaire plus à gauche). Au contraire, les cadres fondateurs de notre organisation, la Lega Trotskista d'Italia, furent exclus du SU italien pour leur opposition au « compromis historique » du PCI. Quelques années plus tard, le *Bolletino Internazionale* de Grisolia (décembre 1981) s'exclama avec enthousiasme : « La victoire de Mitterrand a porté un coup aux bourgeoisies française et européennes et a encouragé la classe ouvrière. » L'antisoviétisme allait de pair avec le front-populisme, et le groupe de Grisolia sortit un tract intitulé « Non à la contre-révolution stalinienne » (13 décembre 1981), qui tirait un trait d'égalité entre Jaruzelski et le Chili de Pinochet et appelait à des manifestations de masse devant l'ambassade polonaise.

Alors que la déclaration de principes de la nouvelle OTI comporte des polémiques contre « l'entrisme profond », Grisolia s'est si profondément enfoui dans le SU italien que son groupe n'a pas d'apparition publique depuis 1984. On n'a pas entendu parler de lui depuis des années. Sa FTI était enfouie dans l'AQI, l'« association » du SU dans Democrazia Proletaria ; puis l'an dernier, DP est entrée dans Rifondazione Comunista, la scission de ce qui reste du vieux PCI. Grisolia et son compère Marco Ferrando sont maintenant membres du comité central de RC. Le lendemain des violences perpétrées par les policiers et les gros bras syndicaux contre 100 000 ouvriers qui manifestaient le 2 octobre à Rome, il y a eu une réunion nationale d'Essere Sindacato (Etre un syndicat), le courant de RC dans la confédération syndicale CGIL. Grisolia, l'un des 12 présidents de cette réunion, applaudit à plusieurs reprises le dirigeant d'Essere Sindacato, Bertinotti, lorsque celui-ci reprit à son compte les calomnies policières en qualifiant les ouvriers combattifs de « groupes pour qui la violence est une méthode politique ».

Grisolia, en tant que responsable d'un syndicat d'employés des assurances, est aussi membre de l'instance dirigeante nationale de la CGIL. Mais lors d'une récente réunion du comité politique de Rifondazione Comunista, il a appelé à scissionner la CGIL en déclarant qu'« il est nécessaire de surmonter le tabou représenté par le problème d'une scission » et à construire un « nouveau, large syndicat de classe ». Une telle manœuvre revient à abandonner les gros bataillons du puissant prolétariat italien à la bureaucratie syndicale. Est-ce une sorte de gauchisme façon « syndicats rouges » ? Pas du tout.

Suite page 9



Dans une manifestation à Paris en 1988, la star de la LCR Alain Krivine (à droite) marche coude à coude avec le social-démocrate Pierre Juquin, ex-dirigeant du PCF dont la candidature à l'élection présidentielle était activement soutenue par la LCR.

L'écroulement du stalinisme secoue les pseudo-trotskyistes

Les nouveaux antispartacistes

Le 23 octobre, Ernest Mandel, dirigeant du soi-disant « Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale » (SU), doit prononcer un discours lors d'une manifestation organisée par le groupe Socialist Outlook en Grande-Bretagne. Le discours avait initialement été intitulé « La Révolution russe a 75 ans: en défense d'Octobre ». Pour ceux qui connaissent l'histoire du SU, voilà qui aurait été plutôt fort de café. A chaque événement clé où la défense des acquis d'Octobre était en jeu, depuis l'Afghanistan et la Pologne au début des années 80 jusqu'au contre-coup d'Etat procapitaliste d'Eltsine en août 1991 à Moscou, l'organisation de Mandel a été du côté antisoviétique des barricades. Aujourd'hui que l'impérialisme et la contre-révolution triomphent en Europe de l'Est et en URSS, se prononcer pour la « défense d'Octobre » est bon marché. Mais peut-être pas assez bon marché: quelques jours avant l'événement, le titre s'est brusquement transformé en un inoffensif « Les Conservateurs en crise - Le capitalisme européen en crise ».

Quand le SU a joint sa voix aux vociférations impérialistes contre l'intervention soviétique en Afghanistan, nous avons averti que ces suivistes invétérés, après avoir passé des années à courir après toutes les variétés imaginables de front populaire, étaient bien engagés dans la voie de leur transformation en sociaux-démocrates de guerre froide accomplis. Dans l'esprit des années 80 reaganiennes, ils ont non seulement proclamé leur « solidarité avec Solidarité », mais ils ont commencé à publier des articles qui saluaient comme des « combattants de la liberté » dans la « lutte contre le stalinisme » des collaborateurs des nazis comme les « Frères de la Forêt » estoniens. Une fraction entière du Secrétariat unifié a ouvertement applaudi l'*Anschluss* (annexion) impérialiste de l'Etat ouvrier déformé est-allemand. Et maintenant, ils s'alignent derrière l'entreprise de cassage de l'Etat ouvrier yougoslave orchestrée par l'Allemagne. Alain Krivine, le cidevant « soixante-huitard », la star de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) française, a récemment signé un manifeste qui appelait l'« Europe des douze » du Marché commun impérialiste à « agir collectivement » en Yougoslavie (*le Monde*, 26 août).

Politiquement, le SU n'a rien à voir avec la Quatrième Internationale de Trotsky, et n'est de toute façon guère unifié. Partout où il a des partisans, ceux-ci sont divisés en groupes publiquement en concurrence les uns avec les autres, enfouis dans des partis réformistes et/ou déchirés par de multiples fractions permanentes. Pour toute une couche de cadres et de militants du SU, le masque de la social-démocratie a fini par devenir le vrai visage. Le prototype de cette évolution est Matti, dirigeant de la fraction qui a fêté l'annexion de l'Allemagne de l'Est par le Quatrième Reich. Pendant plusieurs années, Matti a cherché à couvrir d'un vernis « orthodoxe » sa politique droitière, en appelant à construire l'« Internationale » en opposition au liquidationnisme mandélien. Mais l'« Internationale » à laquelle il faisait référence est la « Deuxième » et non la « Quatrième ». Aujourd'hui, Matti a poussé cette position à sa conclusion logique, et il est de facto un membre à la fois de la LCR et du Parti socialiste de Mitterrand.

Au même moment, la banqueroute manifeste du SU face à l'écroulement du stalinisme a également engendré des oppositions en mouvement vers la gauche, pour la première fois depuis le

milieu des années 1970. Parmi celles-ci, il y a les Jeunesses communistes révolutionnaires (JCR)-*l'Egalité*, le groupe de jeunesse hétérogène et de plus en plus dissident de la LCR française. A l'origine, une part influente de la direction des JCR avait fait cause commune avec Matti. Mais face à la vague contre-révolutionnaire qui balaie l'Europe de l'Est et l'Union soviétique, ajoutée au massacre impérialiste dans le Golfe,

révolution capitaliste ».

Mais en dépit de toute son opposition proclamée au front populaire, Elliott a récemment trouvé opportun de rejoindre la « Fraction pour une internationale trotskyste » dirigée par l'escroc politique avéré qu'est Franco Grisolia, bureaucrate syndical à la petite semaine dont la carrière dans le SU se caractérise par la capitulation devant le front populaire en Italie. Quant à faire un bloc militaire avec

émoussant pourtant le tranchant de leur critique, en se soustrayant aux conclusions pratiques et en privant ainsi leur critique de tout objet ». Contre les dirigeants banqueroutiers du SU, Elliott n'a pas hésité à emprunter à notre politique, et à l'émousser. Mais comme l'a également noté Trotsky, les centristes dirigent principalement leur feu non pas contre la droite, mais contre les bolchéviks-léninistes.

Ce qui réellement hante Elliott, Grisolia et Cie, ce ne sont pas les grossières trahisons du SU, mais le « spectre du spartacisme ». Cherchant à devenir les « dirigeants » d'une opposition centriste à l'intérieur des limites du SU, ils essaient désespérément de vacciner tous les éléments en mouvement vers la gauche contre notre politique. A cette fin, Elliott a récemment écrit un document intitulé « Vraie plate-forme trotskyste ou plate-forme spartaciste », qui attaque une opposition de gauche dans la section algérienne du SU, le PST. (Le document d'Elliott et la lettre ouverte de la LTF sont disponibles dans le n° 1 de *Haine du trotskysme, haine du spartacisme*.)

Avouant que le SU « traverse une profonde crise marquée par la liquidation politique et organisationnelle de nombreuses sections, par le désarroi de milliers de militants », Elliott met en garde contre le fait que ceci pourrait se résoudre « au profit de sectes ayant un programme facilement plus cohérent que celui du SU ». A nouveau, la description du centrisme par Trotsky va comme un gant à Elliott: « Il n'est pas rare que le centriste s'efforce de dissimuler son aspect de flâneur dilettante en invoquant le danger du "sectarisme": il entend par là non la passivité propagandiste abstraite du type bordiguiste, mais le souci actif d'avoir une pureté de principes, une clarté de position, un esprit de conséquence en politique, de perfection dans l'organisation. »

Elliott a de toute évidence passé pas mal de temps à dévaliser les publications de divers renégats et déserteurs de la LCI, pour y trouver les inventions qu'il couche sur le papier à propos de notre organisation. Même s'il ne l'avoue pas, il est particulièrement redevable à la « Bolshevik Tendency » - un ramassis d'ex-membres aigris qui ont démissionné de notre tendance sous l'effet des premières pressions de la deuxième guerre froide, et qui depuis ont fait une « carrière » politique à partir de tentatives de calomnier et de traîner dans la boue l'organisation qu'ils ont désertée. Elliott emprunte à cette source « digne de foi » pour décrire notre organisation comme une secte de

Suite page 6

Débat LTF-JCR à Paris



A la tribune du meeting-débat du 25 septembre, de gauche à droite: Damien Elliott des JCR, Jean Thimball et Gérard Lenny de la LTF.

beaucoup de ces jeunes ont été conduits à entrer en opposition sur la gauche. Leur direction, et notamment Damien Elliott, le porte-parole principal des JCR, cherche à les maintenir enchaînés au SU de Mandel, en tant qu'opposition loyale et entretenue. Mais l'écroulement du stalinisme et la crise évidente du SU et du reste des pseudo-gauches les ont amenés à considérer et à confronter le trotskysme authentique de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste).

Le spectre du spartacisme

La LCI est bien connue pour son opposition intransigeante aux forces de la contre-révolution capitaliste en Europe de l'Est et en Union soviétique. Nombre de membres des JCR-*l'Egalité* viennent du milieu PC. Parmi ceux-ci, un certain nombre sont depuis longtemps rebutés par la capitulation du SU devant l'antiso-viétisme impérialiste, de l'Afghanistan à la Pologne. Pendant la guerre du Golfe, certains membres des JCR-*l'Egalité* portaient des badges où l'on pouvait lire « Que Mitterrand et Bush coulent dans le Golfe ! », ce qui était le titre du *Bolchévik*, le journal de la Ligue trotskyste, section française de la LCI.

En juillet dernier, lors d'une journée d'études des JCR-*l'Egalité*, Elliott a fait l'éloge de la LCI pour son opposition principale à un vote pour aucun des partis d'un front populaire, au contraire des capitulations du SU. Elliott est également l'auteur d'une brochure intitulée *De la chute du stalinisme à la formation de la CEI* (la « communauté des Etats indépendants » mort-née proclamée par Eltsine en décembre 1991). Il y déclarait soutenir la position, développée par Trotsky dans le *Programme de transition*, sur la « possibilité, dans des cas strictement déterminés, d'un "front unique" avec la partie thermidorienne de la bureaucratie contre l'offensive ouverte de la contre-

une aile de la bureaucratie stalinienne contre les forces de la contre-révolution, c'est pour Elliott purement hypothétique. Au moment du coup d'Etat d'août 1991 à Moscou, comme le notait la LTF dans sa « Lettre ouverte aux JCR-*l'Egalité* » du 27 juillet: « Il veut être mollement avec les "masses" qui étaient sur les barricades d'Eltsine. Il pense qu'Eltsine est un contre-révolutionnaire, mais il veut "fraterniser" avec ses troupes de choc au lieu de les écraser ! » Et Elliott continue à défendre le soutien du SU à Solidarność en Pologne - le « syndicat » contre-révolutionnaire financé par la CIA - contre le coup de force de Jaruzelski en 1981.

Comme l'écrivait Trotsky dans son article « Centrisme et Quatrième Internationale » (février 1934), « c'est aux marxistes, c'est-à-dire avant tout aux bolchéviks-léninistes, qu'il emprunte ses principaux arguments contre la droite, en

La Ligue communiste internationale reproduit les polémiques de ses opposants dans la gauche

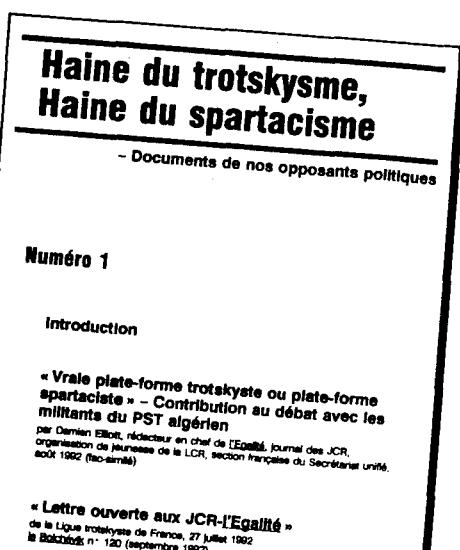
Vient de paraître:

Haine du trotskysme, haine du spartacisme

N° 1

10 F (26 pages)

Ecrire au « Bolchévik », BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Antispartacistes...

Suite de la page 5

toukhatchevskystes séniles et cyniques, qui vénèrent les portraits du général Jaruzelski. Assurément, aucun de nos membres ne reconnaîtra dans le portrait que fait Elliott de la LCI l'organisation à laquelle il appartient.

Sentant la pression exercée par la politique trotskyste de la LCI, les JCR ont participé le 25 septembre à un « meeting-débat » public avec la LTF sur « La question russe et la continuité de la Quatrième Internationale ». Lors du débat, une militante algérienne du PST est intervenue puissamment, depuis la salle : « J'ai été exclue de ce camp du SU [au Portugal, cet été], où j'étais légitimement pour défendre ma tendance et mon texte [...]. Je voulais aussi démontrer la manière vraiment outrageante suivant laquelle le camarade Damien Elliott nous fait la réponse, à nous la fraction en Algérie. »

Des alibis pour le soutien du SU à la contre-révolution d'Eltsine

En essayant d'exorciser le spectre du spartacisme, l'opposition d'Elliott à Mandel et Cie s'évanouit quand il cherche à justifier leur antisoviétisme crasse. Dans son document au PST, il argumente : « C'est un mensonge et une calomnie scandaleuse de prétendre que le SU ait soutenu clairement la contre-révolution en URSS ». Eh bien, comme Marx aimait à le dire, « les faits sont têtus ». Après le contre-coup d'Etat d'Eltsine en Union soviétique, la revue du SU *Inprecor* faisait écho à la célébration impérialiste de la « deuxième révolution russe », tandis qu'un article de ligne de Catherine Verla affirmait sans ambages : « Il fallait sans hésiter s'opposer au coup et, à ce titre lutter aux côtés d'Eltsine » (*Inprecor*, 29 août 1991). Elliott lui-même déclare qu'« il a été tout à l'honneur de la LCR de publier un communiqué de presse se réjouissant de l'échec du putsch » (« tout en mettant en garde les travailleurs contre Eltsine », façon de ménager l'avenir) !

Comme le dit un vieil adage, le fruit ne tombe jamais très loin de l'arbre. Comme son ex-tuteur Matti, Elliott réduit ses critiques à une attaque contre le SU pour refuser de « construire la section russe de la Quatrième Internationale ». Mais sur quel programme ? Alors qu'il admet que le programme trotskyste de défense inconditionnelle de l'URSS « s'incarnait dans la défense des acquis ouvriers et l'opposition frontale aux menées de Gorbatchev puis d'Eltsine », Elliott condamne la « position spartaciste qui faisait d'Eltsine l'ennemi principal en août » ! Si Eltsine, qui était le fer de lance des forces de la contre-révolution capitaliste, n'était pas l'« ennemi principal » - alors qui était-ce ? De toute évidence, la réponse pour Elliott est... les pathétiques auteurs du coup d'Etat ! Alors que le comité du coup d'Etat voulait poursuivre la politique de Gorbatchev de restauration capitaliste graduelle et contrôlée, il a été éclipsé par les forces qui poussaient à l'écrasement de l'Etat ouvrier soviétique, à la fois les impérialistes et les contre-révolutionnaires de l'intérieur, forces qui se sont ralliées à Eltsine.

Alors qu'il continue à offrir un soutien déguisé à Eltsine, lors du débat du 25 septembre avec la LTF, Elliott a attaqué notre position pour être un « soutien hypocrite aux putschistes ». Un opposant un tant soit peu sérieux à la contre-révolution capitaliste y aurait sans doute regardé à deux fois, comme nous l'avons fait, pour déterminer s'il y avait une base pour donner un soutien militaire au coup d'Etat contre les contre-révolutionnaires déclarés d'Eltsine. Mais il n'y avait rien à soutenir : le comité du coup d'Etat a refusé de s'en prendre à Eltsine, et a demandé aux travailleurs de rester chez eux. Nous avons appelé les ouvriers de

Le centrisme ou la couardise cristallisée

Nous reproduisons ci-dessous la lettre que la LCI a adressée à l'Opposition trotskyste internationale (OTI). (Une copie de cette lettre a été adressée à la Trotskyist League/US et aux membres de l'OTI dans l'AQI, en Italie, et dans la LCR/JCR, en France.) Quand l'occasion s'est présentée, nous n'avons pu résister à la tentation de proposer à cette soi-disant « opposition de gauche » du SU un débat devant une bonne partie de nos militants. *Grisolia* nous a répondu par la négative. Ces gens préfèrent manifestement la confusion centrisme à la clarification programmatique.

Chers camarades,

Nous venons d'apprendre que votre organisation et la nôtre tiendront des réunions internationales au même moment. Nous proposons de profiter de cette occasion pour tenir un débat sur nos divergences politiques de fond.

Nous pensons qu'il est particulièrement urgent de saisir cette occasion, étant donné que plusieurs centaines de jeunes qui sont en train de tomber dans l'orbite du Secrétariat unifié risquent de voir leurs appétits révolutionnaires émoussés et détournés.

Nous vous proposons que des représentants désignés par vous-

Moscou à nettoyer la racaille sur les barricades devant la « Maison Blanche » d'Eltsine. Mais les organisateurs du coup d'Etat avaient peur de libérer les forces qui auraient pu vaincre les eltsiniens, parce que cela aurait soulevé la possibilité d'une guerre civile, et la perspective immédiate d'une révolution politique prolétarienne.

Quant au « soutien hypocrite aux putschistes », plusieurs mois après la victoire du contre-coup d'Etat d'Eltsine, nous surprenons le partenaire de bloc centriste d'Elliott, *Grisolia*, en train d'écrire : « Si des secteurs de la classe ouvrière s'étaient ralliés en soutien au coup d'Etat, en voulant lutter contre l'austérité et d'autres menées vers la restauration capitaliste, les trotskystes auraient fait alliance avec eux » (« For a Workers Emergency Plan to Combat the Crisis of the Soviet Union », *Bulletin of the Faction for the Trotskyist International* n° 1, mars). On pourrait difficilement trouver plus chimiquement pure expression de l'opportuniste. Si seulement les travailleurs avaient agi contre les contre-révolutionnaires, alors *Grisolia* aurait agi avec eux. Mais les travailleurs ne l'ont pas fait... et donc au lieu de cela, *Grisolia* s'est mis du côté des eltsiniens !

Dans sa brochure sur la question russe, Elliott parle abstraitement de la possibilité de faire un bloc militaire avec une aile de la bureaucratie stalinienne contre une attaque ouverte de la contre-révolution capitaliste ; mais non seulement il n'y a aucune situation concrète où il applique cette « hypothèse », mais en outre, dans son document adressé au PST, il rejette en fait la position de Trotsky comme nulle et non avenue. Elliott déclare ainsi grotesquement : « Toute la politique [spartaciste] concernant les Etats ouvriers est une extrapolation sur l'hypothèse d'un bloc avec une tendance stalinienne contre les autres envisagée par le programme de transition. Hypothèse qui se basait sur l'existence de la "fraction Reiss" c'est-à-dire d'une tendance révolutionnaire dans la bureaucratie. Tendance qui a été massacrée l'année même de rédaction dudit programme. »

Trotsky comprenait que la bureaucratie du Kremlin était le produit et le reflet des contradictions de la dégénérescence d'une révolution ouvrière dans un pays arriéré cerné par l'impérialisme. Cette compréhension de la double nature de la bureaucratie stalinienne jouait un rôle fondamental dans la position trotskyste de défense militaire inconditionnelle, et dans l'appel à une révolution politique pour chasser la bureaucratie. La position d'Elliott est une expression parfaite de la stalinophobie social-démocrate qui lui a été enseignée par Matti - que les bureaucraties staliniennes en Europe de l'Est et en Union soviétique étaient « contre-révolutionnaires de bout en bout ». Il date cela de l'extermination, en 1938, de la fraction Reiss. Il serait bien en mal d'expliquer comment 20 ans plus tard, lors de la Révolution hongroise de 1956, le gros du Parti communiste au pouvoir a rejoint le camp des insurgés ouvriers. Mais dans le débat avec la LTF,

mêmes et des représentants désignés par nous aient un temps de parole égal pour la présentation et la conclusion, en laissant un temps suffisant pour des interventions de la salle. Pour ces dernières, nous suggérons des intervenants alternés de telle sorte qu'un intervenant soutenant vos positions alterne avec un intervenant soutenant les nôtres. Un tel cadre permettra l'échange le plus démocratique, de sorte que le groupe comptant le moins de partisans présents ne soit submergé par le groupe le plus important numériquement. En ce qui concerne le sujet du débat, nous proposons un titre général tel que « Le programme et les tâches des marxistes révolutionnaires aujourd'hui », qui encouragerait une discussion large. Si vous êtes d'accord avec notre proposition, des représentants de nos deux organisations devraient se réunir dès maintenant afin de convenir d'une date et des arrangements nécessaires, et de fixer un lieu. Nous espérons que vous accepterez cette proposition, qui vous donnera la possibilité de présenter vos points de vue devant une partie importante des membres de nos différentes sections. Fraternellement, Helene Brosius Pour la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

« Solidarité » avec Solidarność contre-révolutionnaire

Bien sûr, quand des décennies de trahisons et de désastreuse gestion économique stalinienne eurent poussé des millions de travailleurs polonais dans les bras de la contre-révolution de Solidarność, *Grisolia* et Cie se sont empressés de « s'allier » au camp du Vatican, de la CIA et des banques occidentales. Dans le débat, Elliott a déclaré que le syndicat de Walesa « posait un problème théorique nouveau » car les masses ne voyaient pas clairement ce qu'était Solidarność. Dans son document adressé au PST algérien, il écrit : « Ce n'est qu'en 1984/85 que la direction clandestine de Solidarité jettera définitivement le masque », quand elle s'est présentée avec un programme ouvertement en faveur de la domination de Wall Street. Donc, conformément à l'école de « direction » de *Grisolia*, les révolutionnaires auraient dû se garder de dire la vérité aux masses polonaises, tant que celle-ci n'était pas évidente pour tout le monde !

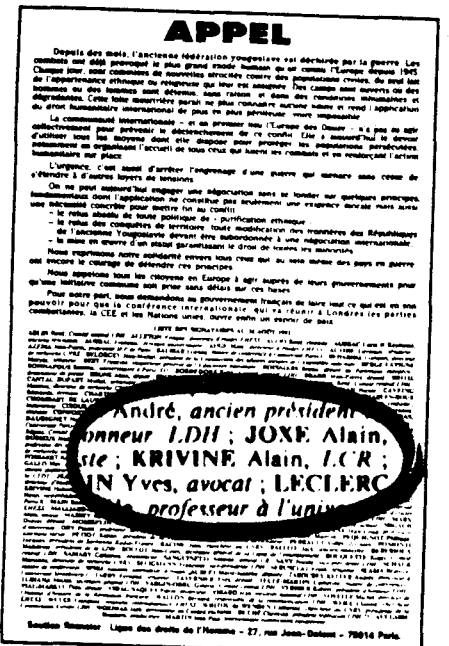
A l'automne 1981 déjà, avec sa première conférence nationale, Solidarność s'était consolidé autour d'un programme ouvertement contre-révolutionnaire d'« élections libres », de « syndicats libres » et d'opposition à une économie planifiée. Ce programme ne venait pas de nulle part, car les impérialistes, comme le monde entier le sait aujourd'hui, finançaient et conseillaient massivement la contre-révolution de Solidarność. Aujourd'hui, Elliott écrit qu'« avec l'avènement du gouvernement Walesa et les mesures prises, le réveil est plutôt pénible ». Nous pourrions souligner que ce « réveil » est sensiblement plus pénible pour la classe ouvrière polonaise, qui se retrouve acculée au chômage, à la pauvreté et à la faim sous le gouvernement dirigé par Solidarność, que pour les « trotskystes » qui ont passé dix ans à acclamer Solidarność. Elliott demande cyniquement : « Faut-il en conclure que les spartacistes avaient raison et qu'il convenait d'appuyer Jaruzelski ? »

Dans le débat avec la LTF, Elliott a déclaré de façon incroyable que les impérialistes ne voulaient pas de Solidarność au pouvoir, mais soutenaient plutôt le maintien du régime stalinien polonais ! Si cela avait été le cas, comment expliquer les millions que les impérialistes ont dépensé pour financer l'organisation de Walesa ? Même le magazine *Time*, ce porte-voix des dirigeants impérialistes américains, a publié il y a quelques mois une première page qui avait pour titre « La Sainte Alliance - Comment Reagan et le pape ont conspiré pour aider le mouvement de Solidarité en Pologne et précipiter la chute du communisme » ! En 1981, nous avions reconnu que les dirigeants de Solidarność étaient des traîtres à la classe ouvrière pour le compte de l'impérialisme de l'OTAN, et nous avions

appelé de façon urgente à « stopper la contre-révolution de Solidarność ! » Quand la tentative de prise du pouvoir de Walesa et Cie a été mise en échec par le contre-coup d'Etat de Jaruzelski, nous avons soutenu cela. Comme nous l'écrivions alors : « Que font les révolutionnaires quand le programme marxiste se retrouve opposé à une large majorité de la classe ouvrière, situation que nous cherchons bien sûr vivement à éviter ? Il ne peut y avoir aucun doute. La tâche des communistes doit être de défendre à tout prix le programme et les acquis de la dictature du prolétariat » (*Spartacist* édition française n°18-19, hiver 1981-82).

Piaffer sous le Quatrième Reich

Dans le débat avec la LTF, Elliott a concédé qu'une « autocritique » était nécessaire autour de la question de la réunification capitaliste de l'Allemagne. C'est un euphémisme, étant donné qu'à l'époque il était allié avec Matti, qui appelait à sabrer le « champagne » pour célébrer l'annexion de la RDA par le Quatrième Reich. Rétrospectivement, Elliott a déclaré son accord avec notre appel pour une « Allemagne rouge des conseils ouvriers ». Mais c'était simplement le point de départ pour une diatribe antispartaciste, qui faisait écho aux arguments avancés dans son document adressé au PST, où il argumentait : « La politique des spartacistes [était] tout entière orientée vers la tentative de dégager une aile sur laquelle s'appuyer dans la bureaucratie du SED est-allemand. Leur tentative culmina avec la manifestation antifasciste de Treptow Park à Berlin, un "front unique" dans lequel ils furent manipulés par un SED cherchant à masquer derrière un rideau de fumée le problème central du moment : l'exigence de son départ par les masses. » Seul un parfait stalinophobe pouvait argumenter que le SED, déjà fracturé et en voie de désintégration, était le « problème central » en RDA en jan-



En août dernier, Alain Krivine a signé un appel qui demandait aux impérialistes du Marché commun d'« agir collectivement » en Yougoslavie.

vier 1990. Quid des forces de l'Anschluss impérialiste - comme le Quatrième Reich de Kohl et ses hommes de paille sociaux-démocrates? Elliott réussit le tour de force de ne jamais mentionner ne serait-ce qu'une seule fois les sociaux-démocrates ouest-allemands, qui ont servi de fer de lance de la contre-révolution capitaliste!

Elliott n'est que trop heureux de se mettre à la remorque de Solidarność ou même des « masses » eltsiniennes, mais il ne veut rien avoir à voir avec les 250 000 personnes qui ont participé à la manifestation de Treptow pour protester contre la profanation nazie d'un monument aux soldats soviétiques. Les spartakistes allemands ont été à l'initiative de l'appel à cette manifestation antifasciste, avec des mots d'ordre qui appelaient aux « Conseils d'ouvriers et de soldats au pouvoir! Pour un parti léniniste égalitariste! » Les discours prononcés par les représentants de notre organisation, depuis la tribune face aux manifestants, étaient une attaque frontale explicite contre le dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays » et de la « coexistence pacifique », et mettaient en garde contre le « cheval de Troie » social-démocrate. La clique stalinienne qui essaya de couvrir nos appels à une mobilisation ouvrière indépendante voyait là à n'en pas douter une menace.

Pour Elliott, la question du fascisme antisoviétique était simplement un « rideau de fumée ». Telle était précisément la ligne des sociaux-démocrates et des impérialistes ouest-allemands, qui ont haï et craint la mobilisation de Treptow. La presse bourgeoise, qui voyait dans cette manifestation antifasciste et prosoviétique d'un quart de million de personnes les forces qui pouvaient s'opposer victorieusement aux menées pour la réunification capitaliste, a tenté d'imputer calomnieusement au SED la responsabilité de la provocation fasciste, en la qualifiant de « truc de la Stasi ». Après Treptow, la campagne pour précipiter à toute force la réunification de la RDA est passée massivement à la vitesse supérieure. La « revendication » du départ du SED a été réalisée quand les staliniens ont capitulé complètement. Aujourd'hui que la résurgence du nationalisme allemand qui a accompagné l'annexion de la RDA se manifeste de façon voyante par des pogromes racistes et un cataclysme social complet, peut-être Elliott découvrirait-il, en Allemagne aussi, un « réveil pénible ».

Aujourd'hui, les impérialistes allemands traînent l'ancien chef de la Stasi devant un tribunal pour des accusations qui remontent à la période nazie. L'ancien numéro un de la RDA, atteint d'un cancer, doit être jugé pour avoir défendu les frontières de son pays. Pourtant, Elliott accuse les spartakistes de faire un « culte des symboles de l'ancien régime de RDA » parce que nous défendons avec intransigeance Mielke, Honecker et les autres cibles d'une chasse aux sorcières de grande envergure, qui vise à prendre une revanche sur la victoire remportée par l'Armée rouge contre le Troisième Reich de Hitler! Bien sûr, Elliott s'empresse d'ajouter que contrairement à Matti qui réclame de façon obscène un « Nuremberg pour les staliniens », il « dénie tout droit au régime capitaliste de Kohl de juger Erich Honecker ». Au lieu de cela, il appelle de ses vœux une collaboration ouvrière à la chasse aux sorcières du Quatrième Reich, en exigeant qu'Honecker soit « jugé par les travailleurs allemands ». Avec le SPD comme procureur général?

Nombre de dirigeants et de membres de la police secrète staliniens sont assurément coupables de crimes contre la classe ouvrière. Mais ils sont accusés des mauvais crimes, devant la mauvaise classe. Ce qui avait débuté comme une révolution politique naissante en 1989-90 a été détourné par l'intervention du Quatrième Reich de l'impérialisme allemand, laquelle a interdit que soit posée la question de la justice ouvrière dans un Etat prolétarien. Alors que l'aile Matti du SU

s'est faite le champion de la réunification allemande, et que l'aile Mandel a accepté l'annexion impérialiste de la RDA avec certaines « conditions », la LCI a été la seule organisation qui a combattu sans concessions la restauration capitaliste.

Elliott, en dénigrant la mobilisation de masse de Treptow, nie la possibilité même d'une révolution politique prolétarienne, dont les ondes de choc auraient eu des répercussions dans toute l'Europe, de l'Est et de l'Ouest, et en particulier dans le prolétariat soviétique attaqué. Il absout maintenant l'Etat impérialiste allemand réunifié en objectant à nos références à un Quatrième Reich, en prétendant que les spartakistes se situent « ainsi sur le terrain des staliniens français du PCF et de leur traditionnelle xénophobie anti-Allemands ». Ceci veut-il dire que nos camarades du Spartakist-Arbeiterpartei sont des nationalistes français pénétrés de la haine des « Boches »? Non, cela veut dire qu'Elliott se livre à des contorsions pour éviter de dire la vérité sur les conséquences réactionnaires de la contre-révolution « démocratique » en Allemagne.

Deux, trois, plusieurs lignes sur l'Afghanistan

Sur l'Afghanistan, Elliott prétend être pour la victoire militaire des forces soviétiques, et a le front d'affirmer (dans sa

« secte spartakiste » proclamer « Salut à l'Armée rouge » l'avait convaincu que le SWP était « à côté de la plaque ». Donc, un mois avant l'élection de Ronald Reagan, les réformistes bizarres que sont les barnésiens sont revenus « sur la plaque » avec la bourgeoisie. La majorité mandélienne, à son tour, s'est prononcée pour le retrait soviétique en juin 1981, un mois après l'élection du « socialiste » de guerre froide Mitterrand (qu'ils soutenaient). Si le SWP a pris peur, la LCR a senti les occasions qui se présentaient dans la bureaucratie syndicale social-démocrate.

Elliott s'en prend ensuite à notre mot d'ordre « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan! » Exemple typique de « sectarisme obtus », clame-t-il, destiné à séparer les spartakistes du reste de la gauche, au profit de leurs « intérêts propres », au lieu de chercher à « faire progresser la conscience des masses ». Premièrement, ce qui nous séparait du reste de la gauche était qu'ils se prosternaient devant l'antisoviétisme impérialiste, alors que nous étions avec enthousiasme pour l'intervention de l'Armée rouge, qui non seulement défendait le flanc sud de l'URSS mais aussi ouvrait la possibilité de la libération sociale en Afghanistan. Notre mot d'ordre mettait en lumière la contradiction temporaire entre l'acte d'autodéfense de la bureaucratie soviétique et sa politique générale contre-révolutionnaire de coexistence pacifique.



Berlin-Est, janvier 1990 - Les spartakistes ont été à l'initiative d'un rassemblement de 250 000 personnes contre la profanation nazie d'un monument aux libérateurs de l'Armée rouge. Elliott fait écho aux calomnies social-démocrates comme quoi Treptow était un « rideau de fumée » stalinien.

lettre au PST algérien) que le SU « a pris dans un premier temps une position courageuse et juste ». Courageuse, juste? Elliott spéculait cyniquement sur l'ignorance supposée de jeunes camarades, qui ne connaissent pas personnellement la véritable politique du SU. En citant quelques lignes contre le retrait soviétique, extraites de ces résolutions ambiguës et cauteleuses si typiques du SU, il dissimule le fait que la majorité mandélienne s'est jointe aux impérialistes pour condamner l'intervention soviétique. A cette époque, une minorité substantielle (dont la quasi-majorité du comité central de la LCR) avait une position ouvertement défaitiste, en appelant à un retrait soviétique. Et le « courage » de la majorité s'est rapidement évaporé quand celle-ci a cédé devant le déchaînement de fureur impérialiste, et a demandé le retrait soviétique.

Ceci pose une question intéressante; pour paraphraser Mao, « d'où les idées erronées viennent-elles? » Elliott essaie de glisser sur ce point délicat en prétendant que « quelques sections » ont continué à soutenir l'intervention soviétique, et il cite le SWP américain. Même au début, le SWP a essayé de minimiser l'importance de la question de l'intervention soviétique, mais en décembre 1980 l'organisation de Jack Barnes a publiquement appelé au retrait des forces soviétiques. Barnes expliquait alors que d'avoir vu la

d'euro-pacifisme qu'il ne peut concevoir des jeunes de gauche suffisamment enragés contre tout ce système pour partir en Afghanistan combattre l'impérialisme.

Ce n'est pas autre chose que « d'aller recruter dix lumpens qu'on méprise », a-t-il lancé avec mépris dans le débat du 25 septembre. Quid de la possibilité d'enrôler des combattants parmi les milliers de militants de gauche iraniens en exil, ou parmi les jeunes Latino-Américains inspirés par l'exemple internationaliste de Che Guevara? En Inde, de jeunes communistes ont défilé en grand nombre en soutien au régime de Kaboul. Qui croit-il donc avait rejoint les brigades internationales en Espagne - quantité d'aventuriers sans attaches avaient afflué en Espagne pour combattre Franco. N'oublions pas les « quarante-huitards rouges » exilés d'Allemagne après la défaite de la révolution de 1848-49, qui avaient essaimé dans le monde entier et combattu dans les révolutions et les guerres civiles, de la Pologne aux Etats-Unis.

Elliott a-t-il réfléchi un seul instant à l'impact qu'une brigade forte fût-ce de quelques centaines de personnes aurait eu, non seulement en Afghanistan mais aussi en Union soviétique? De fait, des anciens combattants d'Afghanistan, les *afgantsy*, ont fait circuler une pétition demandant au gouvernement soviétique de les autoriser à retourner combattre sur la base du volontariat. Il faut considérer l'impact qu'une brigade internationale pour l'Afghanistan aurait eu sur le cours ultérieur des événements en URSS. A cet égard, on peut considérer l'impact sur l'Algérie, où les intégristes islamiques ont envoyé des volontaires pour combattre aux côtés des contre-révolutionnaires afghans. La situation serait peut-être fort différente aujourd'hui à Alger si les troupes de choc du FIS avaient subi une défaite sanglante en Afghanistan.

Le front « anti-impérialiste » avec la réaction islamique

Alors qu'Elliott ne peut supporter l'idée d'entrer réellement en bloc militaire avec les staliniens contre la tentative de prise du pouvoir par les contre-révolutionnaires polonais de Solidarność, alors qu'il crie à la « manipulation stalinienne » à propos de la manifestation antifasciste et prosoviétique de masse de Treptow en 1990, dont les spartakistes ont été à l'initiative, alors qu'il dénonce notre appel à saluer l'Armée rouge engagée contre les *moudjahidins* soutenus par la CIA en Afghanistan, concernant la guerre du Golfe il est à 100 % pour un bloc avec les réactionnaires islamiques du FIS algérien. C'est là simplement une extension de la politique traître du SU, qui avait applaudi la « révolution islamique » de Khomeiny en Iran. Et Elliott est sans ambiguïté sur ce chapitre, car il accuse la LCI d'avoir « une vision de la lutte anti-impérialiste tellement étriquée qu'elle l'a conduit à un abstentionnisme sectaire sur des questions centrales comme la révolution iranienne ». Bien évidemment, nous ne nous sommes en aucune manière abstenus, mais avons appelé le puissant prolétariat iranien à se mobiliser contre le shah et contre les mollahs de Khomeiny. C'est ça qui reste en travers de la gorge d'Elliott quand il nous sermonne sur le « front unique anti-impérialiste ».

En justifiant l'appel à un « front ouvrier et populaire » du PST algérien - autrement dit un front populaire avec des forces réactionnaires islamistes - Elliott attribue de façon grotesque ledit « FOP » à Trotsky. Mais pour ce faire, il doit recourir à des falsifications grossières, en extrayant une formule de son contexte pour lui donner un sens contraire à ce que voulait dire Trotsky. La citation qu'il donne, pas plus que l'article dont elle est tirée, ne mentionne les mots « front unique anti-impérialiste », et Trotsky n'a pas davantage utilisé cette formule après l'expérience désastreuse du massacre de Shanghai en 1927, laquelle avait été préparée par le « bloc des quatre classes » de

Une trotskyste algérienne dénonce l'opportunisme du SU

Dans son document «Vraie plateforme trotskyste ou plate-forme spartaciste», qui attaque une opposition de gauche dans le PST algérien, Damien Elliott, dirigeant des JCR-l'Égalité, qualifie d'«imbécillité ultra-gauchiste» le fait de revendiquer l'avortement libre et gratuit et des crèches ouvertes 24h sur 24. Lors du débat du 25 septembre avec la LTF, Elliott a cherché à détourner la discussion de la question russe en insistant sur la campagne que mènent actuellement les JCR contre le travail de nuit des femmes. Ceci constitue aussi un thème majeur de la nouvelle brochure des JCR, Femme et Révolution, dont le titre, mais non la politique, est repris de la Ligue communiste internationale. Au cours du débat, Elliott a accusé de façon provocatrice la LCI d'être des «harkis» de la bureaucratie syndicale de la CFDT et de la Commission européenne.

L'opposition des JCR au travail de nuit fleure bon le «révolutionnaire» petit-bourgeois des cafés parisiens. Leur justification est que les femmes en particulier, mais aussi les travailleurs en général, ne devraient pas avoir à travailler la nuit et pendant le week-end, de façon à avoir du temps libre. Mais qui fera marcher les bars, les restaurants, le métro, sans parler des hôpitaux? Qui cuira le pain pour qu'il soit disponible le matin dans les boulangeries? Qui produira l'électricité pendant la nuit? Tout cela paraît peut-être logique à des jeunes protégés dont les parents subviennent aux besoins matériels, mais va à l'encontre du fonctionnement d'une économie moderne. Et surtout, cette revendication va à l'encontre des intérêts des femmes, en les excluant de secteurs entiers du travail social, et est typiquement défendue par

les bureaucrates syndicaux les plus conservateurs, afin d'obliger les femmes à rester à la maison pour avoir et élever des enfants. Les spartacistes luttent pour «à travail égal, salaire égal», et pour l'accès de tous et toutes à tous les types d'emploi.

Au cours du débat, une militante du PST est intervenue de façon éloquente contre Elliott et son document. Nous reproduisons ci-dessous la transcription de son intervention.

Je veux d'abord me présenter. Je suis militante du PST algérien. Je suis signataire du document auquel Damien Elliott a fait une réponse. Je rappelle à certains camarades qui n'ont pas été au camp du SU au Portugal que j'ai été exclue de ce camp du SU, où j'étais légitimement pour défendre ma tendance et mon texte. J'ai été exclue d'une manière bureaucratique sur la base de mon texte et des points programmatiques complets. Je voulais aussi démontrer la manière vraiment outragée suivant laquelle le camarade Damien Elliott nous fait la réponse, à nous la fraction en Algérie. Il agit en tant qu'indicateur en refusant le débat avec nous, et en nous collant une étiquette pleine de préjugés.

Moi ce que je voulais remarquer par rapport à tout ça, c'est surtout la question femmes. Comme l'a exprimé tout à l'heure le camarade, «est-ce que cette plate-forme a été écrite à Tizi ou à Paris?» Je suis militante au PST depuis cinq ans en Algérie et avant tout militante, avant tout femme en Algérie, comme la plupart des signataires du texte. C'est-à-dire que nous en Algérie nous sommes des femmes et des hom-

mes qui avons réfléchi à Tizi, à Alger, à Oran et ailleurs sur la question femmes. Nous avons des revendications qui à mon sens sont des revendications démocratiques transitoires qui ont été appliquées, je le rappelle au camarade Damien Elliott, en Octobre 17 en URSS. Elles étaient valables pour l'URSS de 17, qui est à peu près pareille à l'Algérie pour la situation de la femme. Pourquoi est-ce que ces revendications – démocratiques peut-être – sont valables en 17 en URSS mais ne le seraient pas en Algérie?

Est-ce que l'Islam, le FIS, l'intégrisme, la peur de cet intégrisme doivent nous faire reculer sur des revendications légitimes et tout à fait normales, comme le simple droit à l'avortement? Je ne sais pas si vous connaissez la situation des femmes qui doivent avorter en Algérie, mais je ne vous conseille pas d'essayer d'enlever ce droit. Par rapport à l'intégrisme, vous dites clairement que dans notre texte nous n'avons aucune perspective sur la question femmes. A partir de ce point de vue-là, j'essaie de voir ce que vous avez comme perspective à offrir à ces femmes en Algérie. Et là je lis dans vos textes un «renouveau du mouvement associatif». Ca veut dire quoi un «renouveau du mouvement associatif»? Relancer des espaces spécifiquement femmes, pour que l'on rediscute et que l'on redépose des plates-formes au niveau du FLN?

Ou alors est-ce que cela va plus loin en disant que le programme, que le parti social-démocrate FFS sur la question femmes, en disant que ce programme-là est correct? Et en allant

même plus loin (on peut aller plus loin, puisque dans la fin de votre texte vous nous accusez de trahir): pour vous le FLN est la cible centrale en Algérie aujourd'hui, ce qui veut dire que le FIS n'est pas dangereux, a priori, est secondaire. Mais pour une femme en Algérie ce qui se passe, c'est que le voile lui a été imposé par le mouvement intégriste tel que le FIS et tel que Hamas.

Et je rappelle qu'un tract a été signé, cosigné par le PST, Parti socialiste des travailleurs, membre du SU, avec Hamas, un mouvement intégriste, peut-être modéré mais intégriste, avec tout ce que cela signifie pour les femmes. Ce sont eux qui nous imposent le voile, ce sont eux qui nous imposent le code de la famille, ce sont eux aussi qui nous imposent toutes les restrictions et toutes les abominations qui sont sur les femmes. Certes le FLN défend la religion, l'Islam religion d'Etat mais ne nous l'impose pas d'une manière aussi fasciste que le feraient les intégristes au pouvoir.

Alors aujourd'hui, je vous demande, Damien Elliott, est-ce que c'est le FLN qui est notre cible principale et par là, est-ce que nous pouvons faire un bloc avec le FIS ou tous les partis islamistes «modérés», un «front unitaire» avec ces mouvements intégristes rien que pour descendre le FLN?

Je vous rappelle aussi que les révolutionnaires en Afghanistan, pour toucher les femmes, pour leur parler y compris de l'avortement et de toutes les revendications démocratiques transitoires dans une situation à peu près analogue, n'hésitaient pas à mettre le voile pour entrer en contact avec ces femmes. Ils ne démissionnaient pas devant les mollahs.

Antispartacistes...

Suite de la page 7

Staline-Boukharine avec le boucher Tchiang Kai Chek. En outre, Elliott omet l'appel à la prise du pouvoir par le prolétariat que lançait Trotsky. Voilà ce qu'a réellement écrit Trotsky: «Mais si la révolution indienne se développait sur la base d'un bloc des ouvriers, des paysans et de la petite-bourgeoisie; si ce bloc était dirigé non seulement contre l'impérialisme et le féodalisme, mais aussi contre la bourgeoisie nationale qui leur est liée sur toutes les questions fondamentales; si à la tête de ce bloc se trouvait le prolétariat; si ce bloc arrivait à la victoire uniquement en balayant ses ennemis au moyen d'un soulèvement armé, et élève de cette façon le prolétariat au rôle de véritable dirigeant de la nation tout entière – alors la question se pose: entre les mains de qui sera le pouvoir après la victoire, sinon entre les mains du prolétariat?» («La révolution en Inde, ses tâches et ses dangers», mai 1930). Trotsky résume ici le programme de la révolution permanente, lequel est diamétralement opposé à la ligne du SU sur l'Iran, et aujourd'hui sur l'Algérie.

Elliott soulève cela dans le contexte de la guerre du Golfe, en disant que pour la LCI, «tenir les tranchées de Saddam était correct, mais prendre la coalition impérialiste à revers» – par le truchement d'un «bloc avec le FIS ou le FLN» – «aurait été une trahison front-populiste». Il confond là délibérément soutien militaire et soutien politique, la distinction vitale que Lénine avait établie en 1917 entre combattre aux côtés de Kerensky contre l'offensive de Kornilov, par opposition à faire politiquement alliance avec le gouvernement provisoire. Pour comprendre

la différence principale entre prendre «à revers» et tenir «les tranchées», on peut relire les textes de Trotsky sur la Guerre civile espagnole, où il appelait avec insistance à un front militaire commun contre Franco, tout en dénonçant tout soutien politique au gouvernement bourgeois républicain.

Il est intéressant de voir que sur la guerre du Golfe, Elliott attaque la LCI pour «proposer «victoire pour l'Irak» comme mot d'ordre dans tous les pays, y compris en France et aux USA». Notre

mot d'ordre pendant la guerre du Golfe, comme il le sait bien, était «Défaite de l'impérialisme US! Défense de l'Irak!» L'appel à la «Victoire pour l'Irak!» était en fait le mot d'ordre central du petit «International Trotskyist Current» (RWL aux Etats-Unis, RIL en Grande-Bretagne) autrefois dirigé par un certain Peter Sollenberger qui est actuellement associé à Grisolia, le nouveau partenaire de bloc d'Elliott. Elliott veut donc nous attribuer le mot d'ordre des ex-camarades de son nouveau camarade.

Comme nous l'avions noté à l'époque, appeler à la «Victoire pour l'Irak!» impliquait un soutien politique au régime baassiste de Saddam Hussein, et plus généralement au nationalisme arabe. Mais Elliott nous dénonce simultanément pour avoir une position que nous n'avons pas eue et pour notre opposition à la mythique «révolution arabe». L'idée même qu'il existe une «révolution arabe» est donner un alibi «anti-impérialiste» aux dirigeants bourgeois (et féodaux) sanguinaires et dépendants des impérialistes des Etats arabes, qui ont à chaque occasion poignardé dans le dos les Palestiniens opprimés.

La polémique tortueuse d'Elliott contre la LCI sur la guerre du Golfe reflète le fait que les militants des JCR ont été puissamment attirés par la ligne internationaliste de la LCI dans cette guerre. Dans son document «Vraie plateforme trotskyste», adressé au PST algérien, il balaie d'un revers de main le «verbiage [spartaciste] sur les «grèves» contre la guerre, et prétend que notre position révélait un «manque de confiance dans la classe ouvrière». Les JCR avaient initialement fait campagne sur le mot d'ordre de «Troupes françaises hors du Moyen-Orient» (Autre Chose, octobre 1990). Cette tentative de construire un «front unique» (en réalité un front populaire sur une ligne social-pacifiste) était calquée sur la «construction de coalitions» «antiguerrres» de Socialist Action, leurs camarades américains du SU. Socialist Action avait adopté une ligne outrancièrement social-patriote, dans les «marches de la paix» drapées dans la bannière étoilée, allant jusqu'à soutenir le port de rubans jaunes pour «soutenir nos petits gars» (c'est-à-dire



La Bolchévik

La LCI a mené une campagne pour la ville afghane assiégée de Jalalabad.

Marais...

Suite de la page 4

Les dirigeants de la CGIL sont aujourd'hui tellement détestés de la masse des ouvriers que les bureaucrates intermédiaires comme Grisolia ont peur d'être ou chassés par la base, ou sanctionnés par la direction ; comme d'autres, il cherche donc à protéger sa situation.

Le briseur de grèves Sollenberger

Venons-en maintenant à la branche américaine. Peter Sollenberger et son ancien condisciple de Harvard et sous-fifre Leland Sanderson ont été en rapport avec des militants de la Spartacist League à Boston en 1969, mais ne pouvaient pas supporter le centralisme démocratique léniniste. Quand nous les avons retrouvés plus tard, dans la ville universitaire de Ann Arbor, ils organisaient des employés... pour leur faire traverser les piquets de grève des travailleurs du campus. Nous avons dénoncé cette violation des principes élémentaires du mouvement ouvrier et lorsque Sollenberger/Sanderson ont sorti le premier numéro de leur journal en 1980, l'article central, « *Piquets de grève et spartacistes* » était consacré à justifier leur brisage de grève, avec cette remarque condescendante : « *Début 1976, la SL a inventé le commandement : "Tu ne traverseras pas un piquet de grève".* » Trotsky disait que les piquets de grève sont « *les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat* » (*Programme de Transition*), et ce « commandement » est reconnu de par le monde par des millions d'ouvriers qui ont une conscience de classe.

La trahison de Sollenberger ne se limite pas aux grèves, mais s'étend à la lutte contre le fascisme et la terreur raciste. Lorsque la Spartacist League a organisé, en 1979, les ouvriers noirs de Detroit pour empêcher un rassemblement

du Ku Klux Klan, le groupe de Sollenberger a sorti un tract ordurier qualifiant cette action combattive d'« *escroquerie* ». Trois ans plus tard, lorsque la SL a organisé une manifestation ouvrière/noire de 5 000 personnes à Washington pour stopper le Klan, la RWL de Sollenberger a scandaleusement traité la SL de « *carpet-baggers* », le qualificatif injurieux que les racistes sudistes appliquaient aux nordistes qui aidaient à établir les droits des Noirs après la défaite des confédérés.

Une des caractéristiques des centristes, comme le faisait remarquer Trotsky, est la contradiction entre leurs paroles et leurs actes. Alors que quelques paroles contre le front populaire figurent dans la déclaration de l'« *OTI* », Sollenberger s'accorde avec Grisolia pour le soutenir dans la pratique. Seulement, sur le terrain américain, politiquement plus arriéré, il ne prend pas la peine de soutenir les « *partis ouvriers du front populaire* », mais *soutient directement un candidat bourgeois*. Dans les élections présidentielles actuelles, la Trotskyist League de Sollenberger proclame : « *Votez pour Ron Daniels!* » (*International Revolution*, septembre). Rescapé de la Rainbow Coalition de Jesse Jackson, Daniels reprend la rhétorique populiste de Jackson, sur le thème « *du beurre, pas des canons* », et demande qu'on *réduise* le budget de guerre du Pentagone de 70 % et qu'on augmente les impôts sur les grandes entreprises.

« Régénérer » le pablisme

L'« *Opposition trotskyste internationale* » propose au mieux une fade resucée du mandélisme des années 1970. Son principal document programmatique fétichise la « *méthode* » de transition des « *programmes d'action* » pour des « *objectifs de transition* », et appelle à la « *construction d'organisations de masse bien organisées* » dans « *tous les mouvements de masse* ». Ceci revient à avancer des revendications, d'apparence « *gauche* »,

tout en faisant acte de soumission aux « *structures* » de direction des organisations réformistes et même de groupes bourgeois comme l'organisation féministe américaine NOW, sans parler de Solidarność en Pologne. Les discours de Grisolia sur la « *régénérescence politique et la reconstruction organisationnelle de la Quatrième Internationale* » représentent une tentative de ressusciter le Secrétariat unifié moribond, en lui appliquant un vernis « *gauche* ». Politiquement, cela ne peut conduire nulle part ailleurs que là où le SU se trouve déjà : à la remorque de la social-démocratie.

Au début des années 1950, Michel Pablo, alors principal dirigeant de la Quatrième Internationale, déclarait que sous la pression objective d'une « *période*



Salvador Allende pendant le coup d'Etat de Pinochet. Les spartacistes avaient mis en garde que le front populaire conduirait à un bain de sang anti-ouvrier.

New York Times

pré-révolutionnaire généralement irréversible », les stalinien de Moscou seraient forcés de dessiner « *une orientation approximativement révolutionnaire* ». Avec cette « *théorie* » objectiviste qui niait la nécessité d'une avant-garde trotskyste indépendante, Pablo entreprit de liquider les sections de la QI, par une politique d'« *entrisme sui generis* » (d'un type particulier) dans les partis communistes de masse (ainsi que dans les partis sociaux-démocrates et nationalistes bourgeois). Le Secrétariat unifié a été fondé dix ans plus tard sur le programme liquidationniste du pablisme, à la remorque du FLN algérien et de Castro à Cuba dans les années 1960, des officiers portugais et des mollahs iraniens dans les années 70, a proclamé « *Solidarité avec Solidarność* » dans les années 80, a soutenu tous les fronts populaires d'Allende à Mitterrand, pour finalement grimper par procuration sur les barricades contre-révolutionnaires d'Eltsine à Moscou en août 1991.

Construit sur un programme de suivisme, d'entrisme et de front-populisme perpétuels, le SU va tout droit vers l'extinction. Aujourd'hui, il ne peut trouver aucun « *mouvement de masse* » à qui s'accrocher, à l'exception de contre-révolutionnaires déclarés. Mais contrairement aux élucubrations des idéologues impérialistes, l'histoire et la lutte de classe n'ont pas pris fin, comme l'ont montré les explosions dans les ghettos et les barrios de Los Angeles, la puissante grève de la fonction publique en Allemagne, les manifestations de masse en Italie contre le gouvernement et les dirigeants syndicaux traîtres. Et c'est précisément la cohérence révolutionnaire des spartacistes qui a attiré vers nous de nouvelles forces dans divers pays, notamment le Mexique, le Canada, l'Irlande et la Pologne, pour construire un parti international authentiquement trotskyste. Nous travaillons à reformer une Quatrième Internationale que Trotsky aurait reconnue comme sienne.

- Traduit de Workers Vanguard n° 562

les troupes impérialistes) dans le Golfe. La LCR de Krivine a suivi en France une ligne similaire.

Sous l'impact de la guerre, les jeunes des JCR ont été contraints à adopter une attitude plus combattive. Après que la LTF les eut critiqués pour avoir refusé d'appeler explicitement à la défense de l'Irak, en février 1991 les JCR ont publié un article intitulé « *Bas les pattes devant l'Irak!* », qui critiquait le caractère « *essentiellement pacifiste* » des manifestations antiguerres, et appelait au « *boycottage et la grève* » contre la guerre. Mais en même temps, les JCR parlaient de se retrouver dans la même tranchée que le FIS algérien, et demandaient l'incorporation du Koweït dans l'Irak.

Sous couvert de « *front unique anti-impérialiste* », Elliott fait bloc avec le nationalisme arabe, dans lequel il voit la seule force de masse à se ranger du côté de l'Irak. Le FIS organisait effectivement des brigades pour partir combattre en Irak, comme il avait envoyé des groupes de *moudjahidins* combattre le gouvernement nationaliste réformateur soutenu par les Soviétiques en Afghanistan. Mais qu'Elliott ait essayé d'entrer dans une tranchée avec ces réactionnaires anticommunistes fanatiques, et ils lui auraient tranché la gorge. Au contraire, la possibilité d'organiser une action antiguerre de la classe ouvrière (plutôt que de la base de chômeurs lumpénisés du FIS) au Maghreb était tout à fait réelle. Et en Europe, on a vu le début d'une action ouvrière organisée, avec une grève générale de fait en Italie du Nord et des tentatives des cheminots et des dockers français de stopper les transports d'armes et de troupes vers le Golfe.

Le spartacisme est le véritable trotskysme

Comme toujours, derrière la guerre à coups de mensonge que mène Elliott

contre la LCI, on trouve des méthodes plus malfaisantes pour chercher à « *neutraliser* » les révolutionnaires. En février dernier, quand les JCR-*l'Egalité* avaient organisé leur propre « *meeting-débat* », leur service d'ordre avait menacé et bousculé des militants de la LTF parce que ceux-ci avaient protesté contre les éloges décernés au dirigeant nationaliste palestinien du FPLP Georges Habache, qualifié par les JCR de « *héros de la lutte de libération nationale palestinienne* ». Par la suite, une réponse à la lettre de protestation de nos camarades nous désignait comme cibles d'attaques encore plus violentes, en nous accusant de « *véhiculer les calomnies du Mossad sur le "terrorisme indiscriminé" de Habache* ». En fait, le FPLP a par le passé revendiqué différents attentats terroristes indiscriminés, et plus récemment il est entré dans un bloc politique avec le mouvement intégriste Hamas, un groupe issu des archi-réactionnaires Frères musulmans. Au mieux, la stratégie nationaliste du FPLP est l'expression de la politique du désespoir et de l'impuissance, face à la brutalité de la répression sioniste.

Mais pour les JCR, c'est là le summum de cette « *révolution arabe* » qu'ils saluent. Abrisés derrière cette feuille de vigne, le SU s'est mis dans chacune des guerres du Proche-Orient à la remorque des différents régimes des rois, des cheiks et des colonels. Pour le SU, comme pour l'organisation petite-bourgeoise qu'est l'OLP, c'était là la voie de la libération des masses palestiniennes. Aujourd'hui, Elliott accuse la LCI de « *complaisance envers le sionisme* », en nous accusant de façon mensongère de « *refuser de défendre l'autodétermination des Palestiniens* » et en qualifiant notre position de défaitisme révolutionnaire dans la guerre israélo-arabe de 1948 de rupture avec la position trotskyste. En fait, la position de la Quatrième Interna-

tionale dans cette guerre était le défaitisme révolutionnaire. Un article écrit avant même l'entrée dans le conflit des forces de la Ligue arabe déclarait de façon catégorique : « *Faire de cette guerre entre Juifs et Arabes, qui sert les objectifs de l'impérialisme, la guerre commune des deux nations contre l'impérialisme!* [...] Le seul moyen d'obtenir la paix entre les deux peuples de cette région c'est de retourner les fusils contre les instigateurs de meurtre dans les deux camps! » (« *Against the Stream* », *Fourth International*, mai 1948).

Mais nager contre le courant est une hérésie pour les pablistes, dont le liquidationnisme révisionniste a détruit la Quatrième Internationale. Au lieu de cela, ils se mettent à la remorque des bourgeois arabes, qui historiquement se sont entendus avec les sionistes pour dépouiller et détruire la nation arabe palestinienne. Pendant qu'Arafat donne l'accroche au roi Hussein de Jordanie, le boucher de Septembre noir en 1970, le SU la donne à Arafat et à son collègue Habache. Nous, spartacistes, disons qu'il faudra une lutte intransigeante à la fois contre le sionisme et contre les régimes bourgeois arabes pour que le peuple palestinien réalise sa libération nationale. Ce qui reste en travers de la gorge d'Elliott, c'est que nous reconnaissons le droit à l'autodétermination pour tous les nombreux peuples interpénétrés de la région, y compris le peuple de langue hébraïque ; la question nationale ne peut être résolue d'une manière équitable et démocratique que par la lutte de classe commune pour la *révolution socialiste* et pour une fédération socialiste du Proche-Orient.

C'est un spectacle grotesque que de voir Elliott, par loyauté envers le cadavre puant du SU, en arriver à de telles extrémités pour empêcher des jeunes en mouvement vers la gauche d'arriver à l'internationalisme trotskyste. Aux opposi-

tionnels dans le PST, il conseille de fraterniser avec les réactionnaires islamiques par le truchement d'un « *front ouvrier et populaire* » comprenant toutes les forces « *antigouvernementales* ». C'est la même ligne traître qu'en Iran, où le SU a commencé à appeler à l'« *unité* » de tous les opposants au shah pour en arriver à crier « *Allah Akbar!* » (dieu est le plus grand) aux côtés des mollahs, et à voir leurs propres camarades arrêtés et exécutés par le régime de Khomeiny qu'ils avaient contribué à mettre au pouvoir. C'est là la logique suicidaire du liquidationnisme pabliste, qui abandonne la lutte pour une avant-garde prolétarienne trotskyste pour se mettre à la remorque de « *substituts* » dirigés par des forces de classe ennemies. Ironie de l'histoire, c'est en Algérie que Michel Pablo a atteint le zénith (ou plutôt le nadir) de sa carrière en devenant un conseiller du gouvernement du premier régime du FLN, sous Ben Bella.

Aux jeunes des JCR-*l'Egalité*, Elliott/Grisolia n'offrent qu'une resucée du mandélisme cuvée années 1970, lequel a pavé la voie au soutien à Mitterrand et à la paralysie actuelle du SU face au « *nouvel ordre mondial* ». Une fois encore, l'école d'opportunisme du SU pousse des jeunes qui veulent être à gauche dans les bras de manœuvriers invétérés comme Grisolia, où ils apprennent comment utiliser des critiques « *de gauche* » pour couvrir leur direction mandélienne droitière. Pour sortir de ce marécage, il faut renouer avec la lutte pour reformer une authentique Quatrième Internationale, sur la base de la politique de Trotsky. Comme l'écrivait Trotsky dans *les Leçons d'Octobre* : « *La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti ou par un succédané de Parti.* »

Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste), le 23 octobre 1992

Ex-URSS...

Suite de la page 12

bureaucratique stalinien ont politiquement paralysé et atomisé le prolétariat soviétique. Aujourd'hui, les nombreux produits de décomposition qui ont émergé de l'écroulement de l'appareil stalinien banqueroutier aident la consolidation de la contre-révolution, en semant la passivité et en attisant de façon criminelle le chauvinisme au sein du prolétariat multinational. Tous autant qu'ils sont ont fait bloc avec des nationalistes réactionnaires et d'autres éléments procapitalistes qui ne sont pas moins déterminés à poursuivre la contre-révolution qu'Eltsine.

La coalition « rouge-brune » : une trahison de la classe ouvrière !

Les manifestations du RKRП d'Anpilov incluent invariablement les fascistes de Pamiat et un ramassis de partisans de l'antisémitisme forcené qu'est Jirinovsky, tandis que le journal *Molniia* d'Anpilov (n° 39) encourage ses lecteurs à s'abonner à *Dien*, un torchon chauvin favorable à Pamiat. Le RKRП figure en bonne place dans la coalition « rouge-brune » en compagnie de chauvins grands-russes caractérisés, comme l'écrivain antisémite V. Raspoutine et Jirinovsky, le monarchiste Alexandre Nevzorov et le Synode national russe (*Sobor*) du général Alexandre Sterligov. Au comité central du RKRП siège Makachov, qui traite les eltsiniens de « sionistes », dénonce régulièrement les « cosmopolites » – le mot de code antisémite de Staline pour désigner les Juifs – et a été élu au présidium du *Sobor*. Ce n'est pas un hasard si Pamiat a soutenu la candidature de Makachov à la présidence en juin 1991.

La conférence du *Sobor* le 12 juin à Moscou – à laquelle participaient des monarchistes, des fascistes en chemise noire et des cosaques en grand uniforme, ainsi que le RKRП – a marqué une étape importante dans le renforcement des forces fascistes-corporatistes. Le *Sobor* a traité le régime d'Eltsine d'« administration de trahison nationale » qui serait « russophobe et entichée des Juifs ». Sterligov est un anticommuniste tout aussi fanatique qu'Eltsine ou Gaïdar. Il dénonce le communisme comme « hostile aux vieilles traditions nationales de la Russie [...] et il est tout à fait impossible de collaborer avec des gens qui sont porteurs de cette idéologie ». Sterligov et son adjoint Ilia Konstantinov, qui n'est pas peu fier d'être à la tête de l'« Assemblée des travailleurs de toute la Russie », se sont rangés du côté d'Eltsine en août 1991. Mais le fait qu'Anpilov vitupère contre les « démofascistes » d'Eltsine ne l'empêche pas de lécher les bottes de Sterligov. Le journal du RKRП à Leningrad, *Narodnaïa Pravda* (n° 24), a reproduit l'intégralité du discours de Sterligov le 12 juin au *Sobor*. Le *Molniia* n° 40 a publié un autre discours de Sterligov, et l'a salué comme un exemple de la « puissance intellectuelle de l'opposition ».

Sterligov/Jirinovsky essaient d'empoisonner les ouvriers russes avec le chauvinisme, pour mieux les mener à l'abattoir capitaliste. Et ils sont aidés dans leur effort par ceux qui, comme le RKRП, se tiennent à leur côté en agitant de façon obscène des drapeaux rouges. Il s'agit là d'une opération cynique. Anpilov et Cie qualifient la bande à Eltsine de « démofascistes » afin de justifier l'unité avec des « patriotes nationaux » contre l'influence occidentale. Ceci rappelle la soi-disant « unité nationale » contre les envahisseurs nazis en 1941, lorsque Staline a ressuscité le mot d'ordre tsariste d'un « Etat fort » (*derjava*). Quelle perversion de l'Histoire ! Ce ne sont ni la propagande chauvine stalinienne pour une « Grande guerre patriotique » ni l'alliance avec les « impérialistes démocratiques » qui ont vaincu les nazis, mais les efforts et les sacrifices héroïques du prolétariat soviétique multinational. La coalition « rouge-

brune » crache sur le souvenir de cette lutte.

La seule divergence du *Sobor* vis-à-vis d'Eltsine, c'est qu'il veut restreindre l'accès de la nouvelle classe d'exploiteurs capitalistes aux descendants de la pure lignée des Rus. Konstantinov réclame une « Russie une et indivisible ; des droits égaux pour toutes les formes de propriété ; une économie mixte ». Sterligov éructe qu'on ne doit pas permettre que la propriété passe aux mains de Juifs et d'étrangers, mais seulement à « ceux dont les ancêtres ont bâti la Russie ». Autrement dit, il veut remettre les usines, les fermes collectives, les mines et les puits de pétrole de Russie à ceux qui veulent marcher dans les traces des capitalistes et propriétaires terriens tsaristes, et de ce qui reste de l'ancienne noblesse russe, tous gens qui ne seraient pas moins



Swersey/Liaison-Gamma

Des Moscovites fouillent une décharge d'ordures pour y chercher de la nourriture. Le régime capitaliste-restaurateur d'Eltsine affame les travailleurs soviétiques.

qu'Eltsine les valets de l'impérialisme. En réalité, l'autocratie tsariste d'avant 1917 – en dépit de tout son nationalisme russe réactionnaire – servait d'agent du capital financier occidental, en particulier de la Bourse de Paris, pour exploiter les travailleurs de Russie.

De leur côté, le RKRП et d'autres participent à toutes les sinistres croisades chauvines, comme sur la Moldavie, et se retrouvent derrière les fascistes et autres contre-révolutionnaires. Ce faisant, ils prétendent défendre les minorités russophones contre les attaques nationalistes. En tant que léninistes, nous sommes contre tout privilège national et contre tous les nationalismes. Soutenir le camp slave ou le camp roumain en Moldavie ne fera que décupler le bain de sang ethnique, attiser davantage le nationalisme meurtrier et mener à une série sans fin de massacres et de contre-massacres intercommunautaires. Voyez ce qui s'est passé dans le Caucase ; et en Yougoslavie, l'Etat ouvrier a été détruit dans des luttes fratricides nationalistes généralisées !

Ce n'est qu'en menant la lutte la plus impitoyable contre toute oppression nationale que Lénine a pu créer les bases de l'Etat ouvrier multinational soviétique. Tout en reconnaissant le droit de toutes les nations à l'autodétermination, Lénine s'est opposé au nationalisme, fût-il « le plus "juste", le plus "pur", le plus fin »

(« Notes critiques sur la question nationale », 1913). Il dénonçait comme propagande de Cent-Noirs toute trace d'antisémitisme et de chauvinisme grand-russe. Et non seulement avant mais aussi après Octobre. Dans le combat qu'il a mené, en alliance avec Trotsky, contre Staline et Ordjonikidzé sur la question géorgienne, Lénine avait déclaré une « guerre à mort au chauvinisme grand-russe » (octobre 1922).

Aujourd'hui pourtant, le chauvinisme Cent-Noir dénoncé par Lénine est colporté par ceux qui se réclament frauduleusement de lui. Un récent numéro du journal du groupe Russie laborieuse, *Chto Delat* (« Que faire »), a publié une resucée, par Iakouchev, du « Protocole des sages de Sion », le faux antisémite de la police secrète tsariste. *Molniia* (n° 39) a ensuite défendu Iakouchev comme un

« dirigeant du mouvement ouvrier ». La manifestation du 12 juin à Ostankino pour exiger une « heure russe » chauvine à la télévision, organisée grâce aux efforts de Russie laborieuse, était une orgie de chauvinisme et d'antisémitisme dominée par Sterligov et Jirinovsky, avec des pancartes qui proclamaient « La TV russe signifie une TV sans Juifs ».

Comme le disait Lénine, « Kto kovo ? » (« qui fait quoi à qui ? ») Des éléments du RKRП peuvent essayer de s'abuser eux-mêmes en pensant qu'ils sont en train d'utiliser « temporairement » les Sterligov et autres individus de même farine pour faire avancer la lutte contre la contre-révolution eltsinienne. D'autres, comme le membre du RKRП dont la lettre a été publiée dans *Glasnost*, s'inquiètent du « contact trop étroit avec les nationalistes ». Mais Ostankino montre qui utilise qui. Tout bloc avec ces « patriotes nationaux » réactionnaires, toute conciliation avec eux, quel que soit le nombre de drapeaux rouges présents, ne font avancer que leur objectif de contre-révolution fasciste sanglante.

Une alliance avec des capitalistes pour combattre le capitalisme ?

La manifestation d'Ostankino était si manifestement réactionnaire que certains ont cherché à prendre leurs distances.

Medvedev et Denisov ont même tenu une conférence de presse le 23 juin, pour annoncer que « seulement quelques [...] provocateurs isolés » ont crié « tapons sur les youpins ». Mais le journal *Glasnost*, qui compte dans son comité de rédaction Medvedev et Denisov, fait l'éloge du *Sobor* du provocateur antisémite Sterligov.

Et le SPT – avec le RKRП, le VKPB, le RPK et SK – s'est joint à des groupes réactionnaires comme le *Sobor*, l'« Union des Cosaques » et le « Fonds pour la restauration du tombeau du Christ sauveur » pour signer en mars dernier la « Déclaration de fondation de l'opposition unifiée », qui a formalisé l'existence de la coalition « rouge-brune ». Cette déclaration proclamait : « Nous, représentants des oppositions de "gauche" et de "droite", sommes arrivés à la conclusion que le salut de la Patrie n'est possible qu'à travers une action commune, sur la base de la paix civile et de la confiance nationale. » La déclaration insiste sur « l'impossibilité de la confrontation entre "blancs" et "rouges" ».

En d'autres termes, c'était un appel aux ouvriers pour qu'ils maintiennent la « paix de classe » pendant que les fascistes paradedent impunément, et que la contre-révolution fait triomphalement rage. La coalition « rouge-brune » est simplement la forme la plus grotesque de la politique de collaboration de classes du front populaire, proclamée par Staline/Dimitrov en 1935. Aujourd'hui comme alors, le front populaire subordonne le mouvement ouvrier à une section de la bourgeoisie. Aujourd'hui il n'y a même pas la vieille feuille de vigne stalinienne consistant à justifier le soutien au capitalisme « démocratique » comme une prétendue étape sur la voie du socialisme, mais plutôt un bloc ouvert avec l'aile la plus nationaliste de la contre-révolution.

Le soutien que nombre de ces mêmes éléments, autour du SPU et de SK, ont donné dans les élections présidentielles ukrainiennes de l'an dernier à Kravtchouk, qualifié de « moindre mal » contre le fasciste Tchornovil, est fondamentalement la même chose. Les bandes fascistes ukrainiennes qui sèment la terreur n'éprouvent nul besoin de s'« unir » avec la gauche. Mais non moins qu'Eltsine, Kravtchouk est en train d'administrer la restauration du capitalisme, qui passera nécessairement par une étape fasciste ou bonapartiste afin d'écraser les ouvriers.

N'est-il pas évident qu'on ne peut pas lutter contre la contre-révolution capitaliste en s'unissant à des forces capitalistes ? La simple vérité est qu'aucune de ces organisations n'est opposée à la réintroduction du capitalisme. Le SPT, SK et le RPK soutiennent tous une « économie mixte », ce qui dans le contexte d'une contre-révolution déchaînée signifie soutenir la restauration capitaliste.

Le RKRП prononce à l'occasion quelques paroles « de gauche » contre la privatisation, tout en proclamant régulièrement l'« égalité de toutes les formes de propriété ». *Molniia* (n° 39) reproduit une déclaration de la « Fédération des communistes des organisations éducatives, scientifiques et créatrices », qui appelle à la « désétatisation » par « l'établissement de l'autogestion des entreprises du peuple ». Ce même numéro de *Molniia* pu-



De gauche à droite: Albert Makachov, Nina Andreeva et Viktor Anpilov, les dirigeants « patriotes » stalinien alignés sur les nationalistes russes anticommunistes.



Keller/NY Times



Spartacist

bliait des remarques de Bouzgaline, du PT, qui prend explicitement pour modèle le procapitaliste Parti travailliste britannique, en appelant au «*transfert de la propriété aux collectifs de travail*». Tout ceci revient, sous une forme ou sous une autre, à appeler à une illusoire «*privatisation ouvrière*».

Même si un tel système pouvait être mis en place, l'appropriation par des collectifs de travail ne serait qu'une brève transition vers une exploitation capitaliste néo-coloniale. De tels collectifs entraîneraient en concurrence les uns avec les autres dans une situation d'hyperinflation, de dislocation complète du système d'approvisionnement et de chômage massif. La plupart des entreprises feraient banqueroute, même en réduisant les salaires à la portion congrue. Les collectifs ouvriers acculés seraient alors obligés de vendre les entreprises à des investisseurs étrangers ou aux membres nantis de la mafia russe. Même en Yougoslavie, où une «*autogestion ouvrière*» limitée existait sur la base de la propriété d'Etat, elle a miné la solidarité ouvrière, accru les inégalités dans tous les domaines et aggravé les divisions économiques entre les républiques nationales constituant la Yougoslavie, préparant ainsi le terrain pour l'éclatement contre-révolutionnaire sanglant du pays.

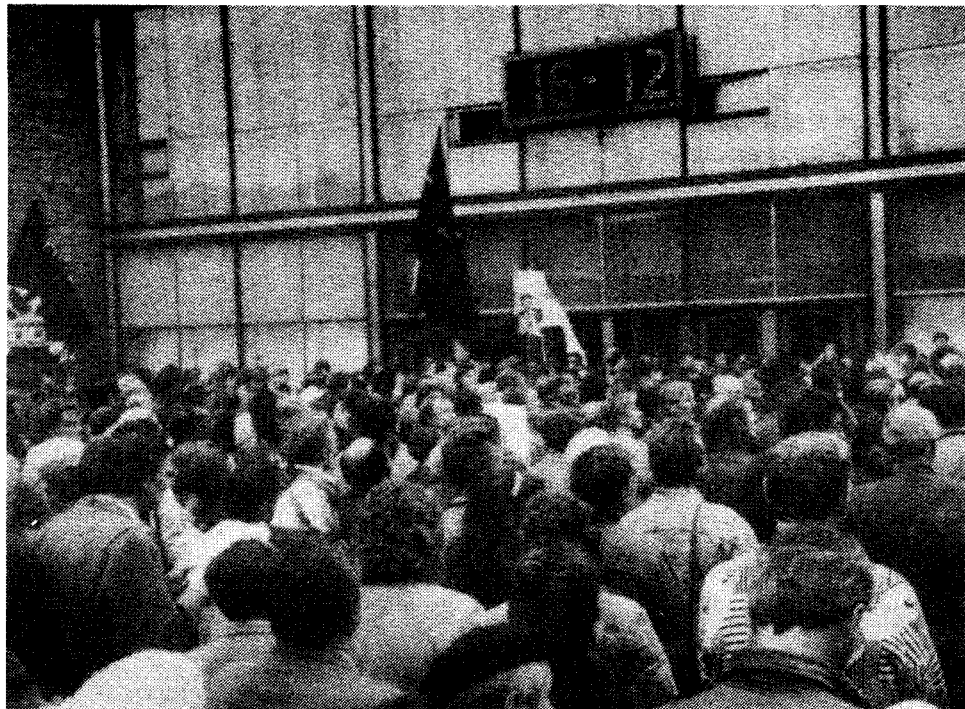
Nous, trotskystes, sommes contre l'utopie réactionnaire du «*capitalisme ouvrier*» et pour une *économie collectivisée planifiée, sous un gouvernement ouvrier basé sur des soviets démocratiquement élus*. Au lieu des appareils bureaucratiques que l'on a connus sous le stalinisme (ou aujourd'hui les machinations artificielles des débris du stalinisme), d'authentiques soviets seront les organes de la lutte des masses et du pouvoir prolétarien.

Dépouillé de sa phraséologie «*de gauche*», aujourd'hui en Russie l'appel à la privatisation par le truchement des «*collectifs de travail*» n'est pas autre chose que le programme de l'industrielle Volski et de l'aspirant homme à poigne Routskoï, qui verrait les directeurs d'usine s'approprier les moyens de production sous un «*Etat fort*» corporatiste. Ces gens comprennent que la restauration du capitalisme ne peut être menée à bien démocratiquement, mais nécessite la poigne d'un régime bonapartiste, c'est-à-dire dictatorial.

Les «*communistes russes*» du RKRП et autres sont en fait le flanc gauche de la fraction contre-révolutionnaire de Volski-Routskoï-Sterligov. Quand Routskoï a déployé les forces de l'Etat pour attaquer la grève des aiguilleurs du ciel, en août dernier, les staliniens n'ont pas bougé. Ils ont cherché à justifier leur hostilité envers les grévistes en soulignant le fait que les dirigeants des «*syndicats libres*» sont pro-Eltsine, alors même que ces syndicats étaient confrontés au régime d'Eltsine. En faisant porter avec arrogance la responsabilité des crimes de leur direction aux travailleurs, les staliniens ne font que contribuer à les jeter un peu plus dans les bras de leurs dirigeants réactionnaires. Et où donc les arrogants soi-disant dirigeants ouvriers du RKRП, de Russie laborieuse et autres ont-ils jamais dirigé la moindre grève contre la politique de famine d'Eltsine ?

Le mensonge antiléniniste du «*socialisme dans un seul pays*»

Derrière la capitulation de ces prétendus «*communistes*» devant la contre-révolution nationaliste, il y a leur allégeance au mensonge nationaliste du «*socialisme dans un seul pays*» de Staline-Boukharine. En 1917, Lénine avait conclu son bref discours devant le soviet de Petrograd pour annoncer la prise du pouvoir par les ouvriers par ces mots : «*Vive la révolution socialiste mondiale !*» A de multiples reprises, Lénine - exprimant là la position de tous les marxistes - avait insisté que le socialisme ne pou-



En septembre dernier, un porte-parole de la Ligue communiste internationale s'adresse aux ouvriers de l'usine automobile moscovite ZIL rassemblés pour protester contre la privatisation.

vait triompher que par une révolution prolétarienne internationale. Mais en 1923-24, le Parti bolchévique d'Octobre a été étranglé et le programme de Lénine jeté aux orties. La contre-révolution politique dirigée par Staline a transformé le PCUS en un appareil bureaucratique et ensuite il a trahi l'une après l'autre les occasions révolutionnaires - depuis la Chine et l'Espagne jusqu'à l'Europe occidentale de l'après-guerre - au nom du «*socialisme dans un seul pays*».

Du RKRП au SPT, les différents produits de la dégénérescence qui a suivi l'écroulement de la bureaucratie stalinienne trouvent tous leurs origines dans ce programme traître et banqueroutier. Ainsi Sergueev, l'«*idéologue*» du RKRП, rejette-t-il l'idée du «*collectivisme international*», tout en affirmant que «*l'idée d'un collectivisme russe, ou grand-russe si vous voulez, marchera*». Et Medvedev lui fait écho : «*Nous devons dire [...] du léninisme que trop d'importance a été donnée à l'idée de la révolution mondiale*». Ce que nous avons à dire de Sergueev, Medvedev et de leurs semblables, c'est que ceux qui répudient la perspective léniniste de la révolution mondiale sont nécessairement incapables de combattre la contre-révolution.

Dans la *Révolution trahie*, Trotsky expliquait que même un Etat ouvrier révolutionnaire sain ne pourrait échapper longtemps aux pressions du marché mondial impérialiste. Le choix : soit encourager la révolution socialiste pour éliminer le capitalisme au niveau international, soit la conciliation avec l'impérialisme à l'étranger et, parallèlement, la réhabilitation de la réaction nationaliste à l'intérieur. Les léninistes-trotskystes ont lutté pour le premier de ces programmes ; Staline et ses héritiers ont mis en œuvre le second. Et quand la banqueroute de leur système de commandisme bureaucratique est devenue patente, les héritiers de Staline n'ont trouvé d'autre alternative que d'accepter le développement du capitalisme.

Le groupe «*Démocratie ouvrière*» = des «*démocrates*» eltsiniens

Le caractère grotesque de la coalition «*rouge-brune*» a ménagé une ouverture que certains ont exploitée pour offrir une alternative apparemment «*de gauche*», à mi-chemin du léninisme-trotskysme authentique. C'est là le rôle du groupe *Démocratie ouvrière* de Sergueï Beits, associé au groupe britannique Militant. Malgré leurs revendications économistes et leur rhétorique ouvriériste, ils ne se sont pas opposés à la restauration capitaliste. Au contraire, en août 1991, ils ont rejoint les forces de la restauration capitaliste pour défendre la Maison Blanche, avec le reste des «*démocrates*» eltsi-

niens. De même, l'Union ouvrière socialiste d'Alexei Gousev (affiliée au Workers Revolutionary Party britannique de Cliff Slaughter), les Cellules révolutionnaires prolétariennes de Dimitri Jvania (liées aux antisoviétiques du Socialist Workers Party britannique de Tony Cliff) et Pouvoir ouvrier se sont tous rangés aux côtés d'Eltsine en août 1991.

Démocratie ouvrière a en fait applaudi le contre-coup d'Etat contre-révolutionnaire comme le début du «*processus révolutionnaire antibureaucratique*», paraphrasant grotesquement Lénine : «*La révolution qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie est terminée, la prochaine révolution mettra le pouvoir aux mains des travailleurs*». Ces gens n'ont rien à voir avec le trotskysme mais représentent une variante de stalinophobie. Derrière leur bavardage sur le «*socialisme démocratique*», il y a le soutien au capitalisme pas si démocratique que ça contre l'Etat ouvrier dégénéré stalinien. Ils ont soutenu Solidarność de Lech Walesa, financé par le Vatican et la CIA, dans ses efforts pour restaurer le capitalisme en Pologne en 1981. Ils se sont félicités de la destruction de l'URSS, en niant de façon absurde que «*la liquidation de l'URSS a affaibli la position du socialisme dans le monde*» (*Démocratie ouvrière*, avril-mai). Ce ne sont pas des quatrième-internationalistes mais des sociaux-démocrates de la Deuxième Internationale : en Grande-Bretagne, le groupe Militant a été pendant quatre décennies enfoui profondément à l'intérieur du Parti travailliste pro-impérialiste et antisoviétique, à qui il reste loyal.

Mais comme il est classique pour des opportunistes, quand ils se sont rendu compte qu'il n'y avait rien à gagner à se mettre à la remorque des «*démocrates*» eltsiniens, ils ont simplement changé leur fusil d'épaule pour se mettre à celle de la coalition «*rouge-brune*». Dans un appel à Russie laborieuse publié en première page de *Démocratie ouvrière* (avril-mai)

au sujet de la lutte contre les privatisations, on ne trouve aucune dénonciation des positions chauvines de Russie laborieuse - ni même les mots «*chauvinisme*» ou «*antisémitisme*». Démocratie ouvrière a maintenant pris son courage à deux mains pour dire, au moins dans l'abstrait, «*A bas le nationalisme et le chauvinisme ! Vive l'Octobre de Lénine et Trotsky !*» Mais que peuvent signifier de tels mots, venant de la part de gens qui ont invité des monarchistes déclarés à une discussion «*entre camarades*» dans un meeting le 29 août à Moscou et qui ont été aux côtés d'Eltsine sur les barricades de la contre-révolution ?

Reforger le Parti communiste de Lénine et Trotsky !

On parle beaucoup aujourd'hui de reconstituer le PCUS. Mais ce qui est décisif, c'est la question du programme - une stratégie de combat pour mobiliser le prolétariat dans la lutte pour son propre pouvoir. Nous sommes pour reconstituer le Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. Le projet de «*Déclaration programmatique de la 20^e conférence de toute l'Union du PCUS*», publié dans la *Pravda* du 8 septembre, admet «*des erreurs d'appréciation, des abus de pouvoir et des crimes contre les situations et les vies du peuple, sur une grande échelle*» pendant l'époque de Staline, comme Khrouchtchev l'avait déjà admis en 1956. Mais malgré la dénonciation de «*la trahison du groupe Gorbatchev-Iakovlev*», il n'y a dans ce texte aucune tentative d'aborder la question de la dégénérescence de la Révolution bolchévique, et il ne constitue de ce fait qu'une couverture pour la politique qui a conduit à Gorbatchev et Eltsine.

A la conférence du PCUS elle-même, qui s'est tenue le 10 octobre, Prigarine, un des auteurs de la déclaration de la *Pravda*, a continué à défendre les blocs avec des «*patriotes*» et a appelé à un parti incluant tout - ceux qui voient «*Staline comme un criminel*» et ceux qui le considèrent comme un «*sauveur*», ceux qui veulent une économie centralisée et ceux qui sont favorables à un «*socialisme de marché*». Un tel fourre-tout kautskyste est une recette pour un parti social-démocrate, qui au mieux sèmerait la confusion et la désorientation parmi les travailleurs qu'il pourrait influencer. Ce que craignent par-dessus tout ces anciens bureaucrates, c'est un programme révolutionnaire clair.

Sept décennies de stalinisme ont perverti la conception d'une direction révolutionnaire pour en faire un article de foi bureaucratique, codifié par la sacralisation du «*rôle dirigeant du parti*» dans la constitution. Une direction révolutionnaire, c'est la lutte pour arracher les masses ouvrières à l'influence des dirigeants traîtres qui colportent l'idéologie bourgeoise et nationaliste et pour les mobiliser autour des intérêts véritables du prolétariat international. Ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est l'unité véritable de tous ceux qui sont à la recherche du communisme de Lénine et Trotsky, autour du programme bolchévique de révolution socialiste mondiale. C'est la seule voie pour aller de l'avant.

11 octobre 1992

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)

Hors Europe : 40 F (avion 60 F) — Etranger : mandat poste international
Algérie : 30 DA — Maroc : 20 DH — Tunisie : 3 000 m — Canada : 12 \$

Nom _____ Tél _____
Adresse _____

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Tract de la LCI dans l'ex-URSS

Les débris du stalinisme : aile gauche de la contre-révolution nationaliste

Nous reproduisons ci-dessous un tract publié en russe par la Ligue communiste internationale et distribué dans l'ex-URSS.

Pour le communisme
de Lénine et Trotsky !

Pourquoi les travailleurs ne se sont-ils pas soulevés ?

Cela fait maintenant plus d'un an que les forces de la contre-révolution, dirigée par Boris Eltsine et orchestrée par Washington, ont pris l'ascendant, et ont lancé une marche forcée vers la restauration capitaliste. Les affamés et les sans-abri sont de plus en plus nombreux. Les rues sont pleines de retraités qui revendent leurs biens pour survivre. Des milliers d'usines sont menacées de liquidation. Des guerres fratricides font rage. La marche de la contre-révolution aurait pu être mise en échec par une mobilisation ouvrière concertée contre les eltsiniens au début, contre les hausses des prix dévastatrices en janvier, contre le danger de chômage massif qui menace depuis des mois. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Pourquoi ? C'est au fond une question de direction prolétarienne.

La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) déclarait en août 1991 qu'une mobilisation des ouvriers de Moscou aurait dû balayer la racaille contre-révolutionnaire sur les barricades de la Maison Blanche d'Eltsine. Nous avons publié un appel urgent, « *Ouvriers soviétiques : infligez une défaite à la contre-révolution de Bush-Eltsine !* ». En même temps, le coup d'Etat manqué du GKChP [Le « Comité d'urgence »] cherchait à imposer une « perestroïka sans la glasnost », en ayant recours à la



Les débris de la bureaucratie stalinienne, qui se sont rebaptisés « patriotes » (à gauche) font bloc avec des fascistes russes antisémites tels que Pamiat (à droite).

lourde main de la répression afin de continuer sur la voie vers le capitalisme tracée par Gorbatchev. Nous avons avancé un programme pour mobiliser la classe ouvrière dans la lutte contre les menées restaurationnistes : pour des comités ouvriers indépendants dans toutes les entreprises, afin d'empêcher les licenciements et les privatisations, en prenant le contrôle de la production ; contre l'interdiction du PCUS, qui relève de la chasse aux sorcières ; pour des gardes ouvrières

multinationales de défense, afin d'empêcher les conflits intercommunautaires fratricides et les pogroms nationalistes et antisémites.

Après qu'Eltsine eut imposé son « traitement de choc », dans notre tract « *Formez des soviets d'ouvriers et de soldats pour stopper la restauration capitaliste !* », nous avons appelé à des comités ouvriers pour prendre le contrôle de la distribution des produits alimentaires, avec l'appui de gardes ouvrières de défense. « *On ne peut pas revenir au vieux fatras du stalinisme* », affirmions-nous. « *Des rangs des staliniens d'hier sortent les eltsiniens d'aujourd'hui.* »

A travers tous ces événements, la LCI a combattu pour une révolution politique prolétarienne, pour restaurer l'Etat soviétique multinational sur la base de ses fondations léninistes, pour chasser les gouvernements restaurationnistes d'Eltsine, Kravtchouk et Cie, les remplacer par le pouvoir de soviets démocratiquement élus de délégués ouvriers et soldats, et pour un parti léniniste-trotskyiste pour diriger la lutte des ouvriers jusqu'à la victoire. Nous poursuivons en cela le combat de l'Opposition de gauche de Léon Trotsky, un combat pour lequel tant d'internationalistes bolchéviques ont été mis à mort par les assassins de Staline. Le programme de l'Opposition de gauche était le programme de la victoire bolchévique d'Octobre 1917. Le stalinisme, qui a foulé aux pieds ce programme, a reçu en août 1991 un coup mortel, mais le

communisme de Lénine et Trotsky vit dans la lutte de classe internationale.

Aujourd'hui, après la disparition du PCUS, on ne compte plus les organisations qui se disent « communistes » ou « socialistes » : le Parti ouvrier communiste russe (RKR) de Viktor Anpilov et du général Albert Makachov, le Parti communiste de toute l'Union (VKPB) de Nina Andreeva, le Parti des communistes russe (RPK) d'Anatoli Krioutchkov, l'Union des communistes (SK) d'Alexei Prigarine, le Parti socialiste des travailleurs (SPT) de Roy Medvedev et A. Denisov, et le Parti socialiste d'Ukraine (SPU), ainsi que le Parti du travail (PT) de Boris Kagarlitsky. Ces partis affirment représenter des forces significatives au sein de la classe ouvrière. Et pourtant, ils n'ont pas organisé la moindre esquisse de résistance ouvrière sérieuse aux ravages de la restauration capitaliste.

Des derniers staliniens « durs » comme Anpilov et Andreeva aux sociaux-démocrates pro-Gorbatchev comme Medvedev, ces organisations ont constitué des obstacles à la lutte de la classe ouvrière multinationale soviétique. La raison est que ces organisations continuent la politique stalinienne de nationalisme et de blocs avec les forces bourgeoises qui a pavé la voie à la contre-révolution. Les ouvriers, non seulement ici mais aussi partout dans le monde, l'ont chèrement payée.

Près de sept décennies de régime

Suite page 10



La racaille contre-révolutionnaire qui tenait les barricades de la « Maison Blanche » d'Eltsine en août 1991 aurait pu être dispersée par une mobilisation ouvrière, conduite par une direction authentiquement communiste.